

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 1970

9 octobre 2009

SOMMAIRE

Amati Holding S.A.	94522	ING REEOF Soparfi C S.à r.l.	94522
Andrews S.à r.l.	94526	ING REEOF Soparfi D S.à r.l.	94515
Arbo Holding S.A.	94526	Laira Business S.A.	94560
Arcadie S.A.	94514	LH Partners	94552
ARIES PARTNERS (Luxembourg) S.à r.l.	94518	Lion/Niagara Luxembourg I	94518
Artic Circle S.A.	94526	Luxembourg Service Frais S.à r.l.	94519
Autonomy Luxembourg One	94519	Luxeral Investments S.à r.l.	94515
Barthstrasse S.à r.l.	94522	Maison d'Anjean S.à r.l.	94516
Beim Autosdokter S.à r.l.	94524	Management Golf et Propriétés S.A.	94520
Blue Colors S.A.	94525	Materia Prima Holding S.A.	94521
Cameco Luxembourg S.A.	94523	Maybird Holding S.A.	94524
Chartis Insurance Management Services (Luxembourg) S.à r.l.	94517	MDC-V Holdings S.à r.l.	94522
CMS Management Services S.A.	94559	MMFA S.A.	94514
CS Participations & Gestion S.A.	94515	Nivak	94524
Deltan Finance S.à r.l.	94517	Olympe Europe Finance S.A.	94517
Dionea Holding S.A.	94523	Olympe Investments S.A.	94516
DVPWEB Sàrl	94559	Party Rent France S.à r.l.	94515
East&West Finances S.A.	94523	Party Rent Luxembourg, Sàrl	94517
ECP 2 International S.A.	94559	Penelope Investments S.A.	94516
Eurodev International S.A.	94521	Pentair Luxembourg	94560
Euroinvest (Hungary 1) S.à r.l.	94525	Prime Target S.A.	94527
Euroinvest (Hungary 3) S.à r.l.	94525	Quentaur Invest Holding S.A.	94525
European Finance & Management S.A.	94514	Royal 22	94521
Financière Lafayette Gestion S.à r.l.	94526	RZ Locations S.à r.l.	94517
First Donaim S.A.	94523	Sasch I.P. S.A.	94525
Florenville Investments S.A.	94524	Seiler S.C.l.	94520
Frydendal Design S.à r.l.	94520	Société de Diversification Financière Pru- dentielle S.A.	94516
FULCRUM UCITS III SICAV	94527	Solid Rock SA	94527
Fulflex S.A.	94519	Tailo Investments S.A.	94520
Fulflex S.A.	94519	Universal Commerce and Finance S.A.H.	94521
Germany2 Investment S.A.	94528	Victor One S.A.	94518
Giltspur S.A.	94518	Zardonna S.à r.l.	94514

European Finance & Management S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2420 Luxembourg, 11, avenue Emile Reuter.

R.C.S. Luxembourg B 40.110.

Les comptes annuels au 31 décembre 2008 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

EUROPEAN FINANCE & MANAGEMENT S.A.

Société Anonyme

Thierry FLEMING / Claude SCHMITZ

Administrateur / Administrateur

Référence de publication: 2009120344/13.

(090144967) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 septembre 2009.

MMFA S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 11A, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 120.209.

Les comptes annuels au 30 septembre 2008 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

MMFA S.A.

Société Anonyme

Thierry FLEMING / Claude SCHMITZ

Administrateur / Administrateur

Référence de publication: 2009120345/13.

(090144969) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 septembre 2009.

Arcadie S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 11A, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 114.561.

Les comptes annuels au 30 septembre 2008 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour ARCADIE S.A.

Société Anonyme

Thierry FLEMING / Claude SCHMITZ

Administrateur / Administrateur

Référence de publication: 2009120347/13.

(090144971) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 septembre 2009.

Zardoni S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-1368 Luxembourg, 15, rue du Curé.

R.C.S. Luxembourg B 140.393.

Extraits des résolutions adoptées par l'associé unique de la société en date du 4 mai 2009.

Alain Urbani a démissionné de sa fonction de gérant technique de la société avec effet au 4 mai 2009.

Luxembourg, le 11 septembre 2009.

Pour extrait conforme

Pour la société

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2009119988/15.

(090143856) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 septembre 2009.

CS Participations & Gestion S.A., Société Anonyme Unipersonnelle.

Siège social: L-6468 Echternach, Zone Industrielle.

R.C.S. Luxembourg B 127.516.

—
Les comptes annuels au 31/12/2008 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 16/09/2009.

G.T. Experts Comptables Sàrl

Luxembourg

Signature

Référence de publication: 2009120122/13.

(090144665) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 septembre 2009.

Luxeral Investments S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-6552 Berdorf, 30, rue Hammhof.

R.C.S. Luxembourg B 135.288.

—
Les comptes annuels au 31/12/2008 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 16/09/2009.

G.T. Experts Comptables Sàrl

Luxembourg

Signature

Référence de publication: 2009120123/13.

(090144659) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 septembre 2009.

Party Rent France S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-6468 Echternach, Zone Industrielle.

R.C.S. Luxembourg B 131.043.

—
Les comptes annuels au 31/12/2008 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 16/09/2009.

G.T. Experts Comptables Sàrl

Luxembourg

Signature

Référence de publication: 2009120124/13.

(090144658) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 septembre 2009.

ING REEOF Soparfi D S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 597.400,00.**

Siège social: L-2453 Luxembourg, 5, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 107.940.

—
Le bilan de la société au 31 décembre 2008 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg.

Pour la société

IREIM Services Luxembourg PSF S.à r.l.

Signatures

Un mandataire

Référence de publication: 2009120073/15.

(090144213) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 septembre 2009.

Penelope Investments S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1650 Luxembourg, 6, avenue Guillaume.
R.C.S. Luxembourg B 79.472.

Nous vous informons par la présente de notre démission en tant que commissaire aux comptes de votre société, avec effet immédiate.

14.09.2009.
INVEST CONTROL SARL
E. Wirtz
Gérant

Référence de publication: 2009120066/13.

(090144285) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 septembre 2009.

Olympe Investments S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1650 Luxembourg, 6, avenue Guillaume.
R.C.S. Luxembourg B 67.355.

Nous vous informons par la présente de notre démission en tant que commissaire aux comptes de votre société, avec effet immédiate.

14.09.2009.
INVEST CONTROL SARL
E. Wirtz
Gérant

Référence de publication: 2009120072/13.

(090144260) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 septembre 2009.

Société de Diversification Financière Prudentielle S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2-8, avenue Charles de Gaulle.
R.C.S. Luxembourg B 123.274.

Extrait des Résolutions de l'Associé unique Prises en date du 1^{er} août 2009

L'Associé unique de Société de Diversification Financière Prudentielle S.A. (la "Société") a décidé comme suit:

- d'accepter la démission de Doeke van der Molen de sa fonction d'administrateur et ce avec effet au 1^{er} août 2009;
- de nommer Xavier Borremans, ayant son adresse professionnelle au 2-8 Avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg, administrateur, avec effet au 1^{er} août 2009 et jusqu'à l'assemblée générale qui se tiendra en 2012;

Luxembourg, le 14 septembre 2009.

Xavier Borremans
Administrateur

Référence de publication: 2009120012/15.

(090143991) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 septembre 2009.

Maison d'Anjean S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-6833 Biwer, 80, Haaptstrooss.
R.C.S. Luxembourg B 125.714.

Les comptes annuels au 31/12/2008 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 16/09/2009.
G.T. Experts Comptables Sàrl
Luxembourg
Signature

Référence de publication: 2009120126/13.

(090144655) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 septembre 2009.

RZ Locations S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-6225 Altrier, Kreizenheicht.

R.C.S. Luxembourg B 97.524.

Les comptes annuels au 31/12/2008 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 16/09/2009.

G.T. Experts Comptables Sàrl

Luxembourg

Signature

Référence de publication: 2009120127/13.

(090144652) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 septembre 2009.

Party Rent Luxembourg, Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-6468 Echternach, Zone Industrielle.

R.C.S. Luxembourg B 96.174.

Les comptes annuels au 31/12/2008 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 16/09/2009.

G.T. Experts Comptables Sàrl

Luxembourg

Signature

Référence de publication: 2009120125/13.

(090144656) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 septembre 2009.

Olympe Europe Finance S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1650 Luxembourg, 6, avenue Guillaume.

R.C.S. Luxembourg B 73.295.

Nous vous informons par la présente de notre démission en tant que commissaire aux comptes de votre société, avec effet immédiate.

14.09.2009.

INVEST CONTROL SARL

E. Wirtz

Gérant

Référence de publication: 2009120058/13.

(090144292) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 septembre 2009.

**Deltan Finance S.à r.l., Société à responsabilité limitée,
(anc. Chartis Insurance Management Services (Luxembourg) S.à r.l.).**

Siège social: L-2320 Luxembourg, 69, boulevard de la Pétrusse.

R.C.S. Luxembourg B 139.950.

Statuts coordonnés déposés au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Junglinster, le 16 septembre 2009.

Pour copie conforme

Pour la société

Jean SECKLER

Le notaire

Référence de publication: 2009120162/15.

(090144703) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 septembre 2009.

Victor One S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2-8, avenue Charles de Gaulle.
R.C.S. Luxembourg B 121.070.

—
Extrait des Résolutions de l'Associé unique Prises en date du 1^{er} août 2009

L'Associé unique de Victor One SA (la "Société") a décidé comme suit:

- d'accepter la démission de Doeke van der Molen de sa fonction d'administrateur et ce avec effet au 1^{er} août 2009;
- de nommer Xavier Borremans, ayant son adresse professionnelle au 2-8 Avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg, administrateur, avec effet au 1^{er} août 2009 et jusqu'à l'assemblée générale qui se tiendra en 2015;

Luxembourg, le 14 septembre 2009.

Xavier Borremans
Administrateur

Référence de publication: 2009120013/15.

(090143987) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 septembre 2009.

Giltspur S.A., Société Anonyme de Titrisation.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2-8, avenue Charles de Gaulle.
R.C.S. Luxembourg B 135.735.

—
Extrait des Résolutions de l'Associé unique Prises en date du 1^{er} août 2009

L'Associé unique de Giltspur S.A. (la "Société") a décidé comme suit:

- d'accepter la démission de Séverine Canova de sa fonction d'administrateur et ce avec effet au 1^{er} août 2009;
- de nommer Xavier Borremans, ayant son adresse professionnelle au 2-8 Avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg, administrateur, avec effet au 1^{er} août 2009 et jusqu'à l'assemblée générale qui se tiendra en 2011;

Luxembourg, le 14 septembre 2009.

Xavier Borremans
Administrateur

Référence de publication: 2009120014/15.

(090143984) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 septembre 2009.

Lion/Niagara Luxembourg I, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1931 Luxembourg, 13-15, avenue de la Liberté.
R.C.S. Luxembourg B 123.651.

—
Statuts coordonnés déposés au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Belvaux, le 14 septembre 2009.

Jean-Joseph WAGNER
Notaire

Référence de publication: 2009119475/12.

(090143180) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 septembre 2009.

ARIES PARTNERS (Luxembourg) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.
R.C.S. Luxembourg B 102.884.

—
Les comptes annuels au 31 décembre 2007 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

ARIES PARTNERS (Luxembourg) S.à r.l.
U.D. GHOSE / S. KRANCENBLUM
Gérant of Category A / Gérant of Category B

Référence de publication: 2009119470/12.

(090143106) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 septembre 2009.

Fulflex S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8287 Kehlen, Zone Industrielle.

R.C.S. Luxembourg B 28.547.

—
EXTRAIT

Il ressort de l'assemblée générale ordinaire qui s'est tenue le 24 juin 2008 que le mandat d'Ernst & Young S.A., ayant son siège social au 7 Parc d'Activité Syrdall, L-5365 Munsbach, Grand Duché de Luxembourg et enregistrée auprès du registre du commerce et des sociétés de Luxembourg sous le numéro B. 47.771, a été renouvelé.

Le mandat du réviseur d'entreprise prendra fin le jour de l'assemblée générale annuelle devant se tenir en 2009.

Luxembourg, le 15 sep 2009.

Pour extrait conforme

Signatures

Référence de publication: 2009119921/15.

(090144337) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 septembre 2009.

Fulflex S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8287 Kehlen, Zone Industrielle.

R.C.S. Luxembourg B 28.547.

—
EXTRAIT

Il ressort de l'assemblée générale ordinaire qui s'est tenue le 29 juin 2009 que le mandat d'Ernst & Young S.A., ayant son siège social au 7 Parc d'Activité Syrdall, L-5365 Munsbach, Grand Duché de Luxembourg et enregistrée auprès du registre du commerce et des sociétés de Luxembourg sous le numéro B. 47.771, a été renouvelé.

Le mandat du réviseur d'entreprise prendra fin le jour de l'assemblée générale annuelle devant se tenir en 2010.

Luxembourg, le 15 sep 2009.

Pour extrait conforme

Signatures

Référence de publication: 2009119923/15.

(090144437) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 septembre 2009.

Luxembourg Service Frais S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1222 Luxembourg, 8, rue Beck.

R.C.S. Luxembourg B 59.815.

—
Les Comptes annuels au 31/03/2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Strassen, le 14/09/2009.

Pour LUXEMBOURG SERVICE FRAIS S.à r.l.

p.p. J. REUTER

Référence de publication: 2009119479/12.

(090143096) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 septembre 2009.

Autonomy Luxembourg One, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1116 Luxembourg, 6, rue Adolphe.

R.C.S. Luxembourg B 124.335.

—
Statuts coordonnés déposés au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Belvaux, le 8 septembre 2009.

Jean-Joseph WAGNER

Notaire

Référence de publication: 2009119478/12.

(090143199) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 septembre 2009.

Seiler S.C.I., Société Civile Immobilière.

Siège social: L-4108 Esch-sur-Alzette, 132A, route d'Ehlerange.
R.C.S. Luxembourg E 1.849.

Statuts coordonnés déposés au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Belvaux, le 8 septembre 2009.

Jean-Joseph WAGNER
Notaire

Référence de publication: 2009119476/12.

(090143193) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 septembre 2009.

Frydendal Design S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-7418 Buschdorf, 2, Am Fuurt.
R.C.S. Luxembourg B 72.128.

Les Comptes annuels au 31/12/2008 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Strassen, le 14/09/2009.

Pour FRYDENDAL DESIGN S.à r.l.
p.p. J. REUTER

Référence de publication: 2009119477/12.

(090143097) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 septembre 2009.

Management Golf et Propriétés S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1720 Luxembourg, 6, rue Heine.
R.C.S. Luxembourg B 128.083.

Extrait des résolutions prises lors de l'assemblée générale ordinaire du 8 juillet 2009

L'Assemblée renouvelle le mandat du Commissaire aux comptes, INTERAUDIT SARL, avec siège social à L-1511 Luxembourg, 119, avenue de la Faïencerie, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, section B, sous le numéro 29 501. Son mandat prendra fin à l'issue de l'assemblée générale ordinaire statutaire de 2013.

Luxembourg, le 14 septembre 2009.

Pour la société
Signature
Un mandataire

Référence de publication: 2009119959/15.

(090143940) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 septembre 2009.

Tailo Investments S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1637 Luxembourg, 22, rue Goethe.
R.C.S. Luxembourg B 135.109.

Extrait des résolutions prises par l'actionnaire unique le 25 mai 2009.

L'Assemblée décide d'accepter avec effet immédiat la démission de la société AACO SARL de son poste de commissaire aux comptes de la Société et de nommer la société C.G. Consulting, ayant son siège social au 22, rue Goethe, L-1637 Luxembourg (R.C.S. Luxembourg B 102.188) nouveau commissaire aux comptes de la Société avec effet immédiat pour une période se terminant à l'issue de l'Assemblée Générale annuelle devant se tenir en 2013.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

TAILO INVESTMENTS S.A.
Signature

Référence de publication: 2009119924/15.

(090144423) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 septembre 2009.

Royal 22, Société Anonyme.

Siège social: L-2146 Luxembourg, 63-65, rue de Merl.
R.C.S. Luxembourg B 47.674.

Le bilan au 30/04/2009 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg.
FIDUCIAIRE CORFI
EXPERTS COMPTABLES
63-65, Rue de Merl
L-2146 LUXEMBOURG
Signature

Référence de publication: 2009119893/15.

(090144235) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 septembre 2009.

Materia Prima Holding S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1143 Luxembourg, 2, rue Astrid.
R.C.S. Luxembourg B 111.282.

Le bilan au 31/12/2008 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg.
FIDUCIAIRE CORFI
EXPERTS COMPTABLES
63-65, Rue de Merl
L-2146 LUXEMBOURG
Signature

Référence de publication: 2009119895/15.

(090144234) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 septembre 2009.

Eurodev International S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.
R.C.S. Luxembourg B 107.533.

Les comptes annuels au 31 décembre 2008 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour EURODEV INTERNATIONAL S.A.
Intertrust (Luxembourg) S.A.
Signatures

Référence de publication: 2009119600/12.

(090143636) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 septembre 2009.

Universal Commerce and Finance S.A.H., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.
R.C.S. Luxembourg B 32.116.

Les comptes annuels au 31 décembre 2008 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour UNIVERSAL COMMERCE AND FINANCE S.A.H
Intertrust (Luxembourg) S.A.
Signatures

Référence de publication: 2009119601/12.

(090143635) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 septembre 2009.

Amati Holding S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.
R.C.S. Luxembourg B 95.038.

Les comptes annuels au 31 décembre 2008 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour AMTI HOLDING S.A.
Intertrust (Luxembourg) S.A.
Signatures

Référence de publication: 2009119602/12.

(090143631) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 septembre 2009.

MDC-V Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.
R.C.S. Luxembourg B 142.336.

Les comptes annuels au 31 décembre 2008 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour MDC-V Holdings S.à r.l.
Intertrust (Luxembourg) S.A.
Signatures

Référence de publication: 2009119603/12.

(090143629) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 septembre 2009.

Barthstrasse S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 16.669.000,00.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 5, rue Eugène Ruppert.
R.C.S. Luxembourg B 128.007.

Le bilan de la société au 31 décembre 2008 a été déposé au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg.

Pour la société
IREIM Services Luxembourg PSF S.à r.l.
Un mandataire
Signatures

Référence de publication: 2009119822/15.

(090144205) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 septembre 2009.

ING REEOF Soparfi C S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 492.400,00.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 5, rue Eugène Ruppert.
R.C.S. Luxembourg B 105.071.

Le bilan de la société au 31 décembre 2008 a été déposé au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg.

Pour la société
IREIM Services Luxembourg PSF S.à r.l.
Un mandataire
Signatures

Référence de publication: 2009119826/15.

(090144212) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 septembre 2009.

Cameco Luxembourg S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 67, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.
R.C.S. Luxembourg B 68.998.

Nom de la société mère: CAMECO CORPORATION

Siège social: Canada S7M 1J3, Saskatoon, Saskatchewan, 2121 - 11e rue Ouest

Registre de commerce de Saskatchewan no 3329810

Les comptes annuels consolidés au 31 décembre 2008 de la société grand-mère ont été déposés au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour CAMECO LUXEMBOURG S.A.

Signatures

Référence de publication: 2009119853/15.

(090144072) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 septembre 2009.

Dionea Holding S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2146 Luxembourg, 63-65, rue de Merl.
R.C.S. Luxembourg B 81.664.

Le bilan au 31/12/2008 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg.

FIDUCIAIRE CORFI

EXPERTS COMPTABLES

63-65, Rue de Merl

L-2146 LUXEMBOURG

Signature

Référence de publication: 2009119896/15.

(090144232) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 septembre 2009.

East&West Finances S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-9706 Clervaux, 2A/46, route d'Eselborn.
R.C.S. Luxembourg B 140.846.

Les statuts coordonnés de la société ont été déposés au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 10 septembre 2009.

Martine SCHAEFFER

Notaire

Référence de publication: 2009119445/12.

(090143061) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 septembre 2009.

First Donaim S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2430 Luxembourg, 18-20, rue Michel Rodange.
R.C.S. Luxembourg B 139.264.

Statuts coordonnés déposés au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 9 septembre 2009.

Henri HELLINCKX

Notaire

Référence de publication: 2009119447/12.

(090143095) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 septembre 2009.

Florenville Investments S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.
R.C.S. Luxembourg B 67.031.

Les comptes annuels au 31 décembre 2008 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour FLORENVILLE INVESTMENTS S.A.
Intertrust (Luxembourg) S.A.
Signatures

Référence de publication: 2009119490/12.

(090143086) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 septembre 2009.

Nivak, Société Anonyme.

Siège social: L-2530 Luxembourg, 10A, rue Henri M. Schnadt.
R.C.S. Luxembourg B 54.687.

Les comptes annuels au 30 juin 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour MAG HOLDING S.A.
Intertrust (Luxembourg) S.A.
Signatures

Référence de publication: 2009119491/12.

(090143051) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 septembre 2009.

Beim Autosdokter S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1470 Luxembourg, 106, route d'Esch.
R.C.S. Luxembourg B 115.921.

Le bilan au 31/12/2008 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg.
FIDUCIAIRE CORFI
EXPERTS COMPTABLES
63-65, Rue de Merl
L-2146 LUXEMBOURG
Signature

Référence de publication: 2009119884/15.

(090144246) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 septembre 2009.

Maybird Holding S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1143 Luxembourg, 2, rue Astrid.
R.C.S. Luxembourg B 108.011.

Le bilan au 31/12/2008 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg.
FIDUCIAIRE CORFI
EXPERTS COMPTABLES
63-65, Rue de Merl
L-2146 LUXEMBOURG
Signature

Référence de publication: 2009119886/15.

(090144244) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 septembre 2009.

**Blue Colors S.A., Société Anonyme,
(anc. Sasch I.P. S.A.).**

Siège social: L-1219 Luxembourg, 17, rue Beaumont.
R.C.S. Luxembourg B 63.062.

Statuts coordonnés déposés au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Belvaux, le 14 septembre 2009.

Jean-Joseph WAGNER
Notaire

Référence de publication: 2009119749/13.

(090144059) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 septembre 2009.

Euroinvest (Hungary 1) S.à r.l., Société à responsabilité limitée (en liquidation).

Siège social: L-2520 Luxembourg, 1, allée Scheffer.
R.C.S. Luxembourg B 70.927.

Le Bilan au 31 décembre 2008 a été déposé au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 11/09/2009.

TMF Management Luxembourg S.A.
Xenia Kotoula / Jorge Pérez Lozano
Director / Director

Référence de publication: 2009119750/13.

(090144148) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 septembre 2009.

Euroinvest (Hungary 3) S.à r.l., Société à responsabilité limitée (en liquidation).

Siège social: L-2520 Luxembourg, 1, allée Scheffer.
R.C.S. Luxembourg B 70.929.

Le Bilan au 31 décembre 2008 a été déposé au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 11/09/2009.

TMF Management Luxembourg S.A.
Xenia Kotoula / Jorge Pérez Lozano
Director / Director

Référence de publication: 2009119748/13.

(090144145) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 septembre 2009.

Quentaur Invest Holding S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1143 Luxembourg, 2, rue Astrid.
R.C.S. Luxembourg B 105.311.

Le bilan au 31/12/2008 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg.

FIDUCIAIRE CORFI
EXPERTS COMPTABLES
63-65, Rue de Merl
L-2146 LUXEMBOURG
Signature

Référence de publication: 2009119887/15.

(090144243) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 septembre 2009.

Arbo Holding S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2146 Luxembourg, 63-65, rue de Merl.
R.C.S. Luxembourg B 28.783.

Le bilan au 31/12/2008 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg.
FIDUCIAIRE CORFI
EXPERTS COMPTABLES
63-65, Rue de Merl
L-2146 LUXEMBOURG
Signature

Référence de publication: 2009119891/15.

(090144238) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 septembre 2009.

Andrews S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1840 Luxembourg, 40, boulevard Joseph II.
R.C.S. Luxembourg B 92.585.

Les comptes annuels au 31 décembre 2008 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

COMPAGNIE FINANCIERE DE GESTION LUXEMBOURG S.A.
Boulevard Joseph II
L-1840 Luxembourg
Signature

Référence de publication: 2009118208/13.

(090141766) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 septembre 2009.

Artic Circle S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1840 Luxembourg, 40, boulevard Joseph II.
R.C.S. Luxembourg B 92.652.

Les comptes annuels au 31 décembre 2008 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

COMPAGNIE FINANCIERE DE GESTION LUXEMBOURG S.A.
Boulevard Joseph II
L-1840 Luxembourg
Signature

Référence de publication: 2009118206/13.

(090141764) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 septembre 2009.

Financière Lafayette Gestion S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1840 Luxembourg, 40, boulevard Joseph II.
R.C.S. Luxembourg B 129.890.

Les comptes annuels au 31 décembre 2008 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

COMPAGNIE FINANCIERE DE GESTION LUXEMBOURG S.A.
Boulevard Joseph II
L-1840 Luxembourg
Signature

Référence de publication: 2009118207/13.

(090141765) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 septembre 2009.

Solid Rock SA, Société Anonyme de Titrisation.**Capital social: EUR 31.000,00.**

Siège social: L-1371 Luxembourg, 7, Val Sainte Croix.

R.C.S. Luxembourg B 146.401.

—
Extrait des résolutions prises par le conseil d'administration de la société en date du 15 juillet 2009

Le conseil d'administration de la Société décide de nommer BDO Audit, ayant son siège social au 2, avenue Charles De Gaulle, L - 1653 Luxembourg, enregistré sous le numéro B 147 570 au Registre de Commerce et des Sociétés du Luxembourg, en tant que réviseur externe de la Société pour l'audit des comptes se clôturant au 31 décembre 2009.

A Luxembourg, le 10 septembre 2009.

Pour extrait conforme

Signatures

L'agent domiciliataire

Référence de publication: 2009119983/16.

(090143889) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 septembre 2009.

Prime Target S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1371 Luxembourg, 7, Val Sainte Croix.

R.C.S. Luxembourg B 48.030.

—
Extrait des résolutions prises par l'assemblée générale extraordinaire de la société en date du 14 septembre 2009

L'Assemblée décide de remplacer le mandat de DELOITTE S.A., avec siège social au 560, rue de Neudorf, L-2220 Luxembourg, enregistré sous le numéro B 67 895 au Registre de Commerce et des Sociétés du Luxembourg, en tant que commissaire aux comptes de la Société par celui de réviseur externe de la Société avec effet à partir de l'audit des comptes se clôturant le 30 juin 2008. Le mandat prendra fin à l'issue de l'assemblée générale annuelle qui se tiendra en 2011.

A Luxembourg, le 14 septembre 2009.

Pour extrait conforme

Signatures

L'agent domiciliataire

Référence de publication: 2009119982/16.

(090143898) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 septembre 2009.

FULCRUM UCITS III SICAV, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2535 Luxembourg, 20, boulevard Emmanuel Servais.

R.C.S. Luxembourg B 132.741.

—
*Extrait des résolutions
du Conseil d'Administration du 22 juillet 2009*

En date du 22 juillet 2009 le Conseil d'Administration a pris les résolutions suivantes:
de prendre note de la démission de Monsieur David ALLISON en tant qu'administrateur de la Société avec effet au 22 juillet 2009,

et de coopter:

- Monsieur Mark HUCKER, né le 29 décembre 1961 à St. Helier, JERSEY ayant comme adresse South House, La Grande Rue, St. Mary, Jersey JE3 3BD, CHANNEL ISLANDS,

en tant que nouvel administrateur de la Société avec effet au 22 juillet 2009 et a durée déterminée jusqu'à l'assemblée générale qui se tiendra en 2010.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 2 septembre 2009.

BANQUE PRIVEE EDMOND DE ROTHSCHILD EUROPE, Société Anonyme

Bénédicte LOMMEL / Eva-Maria MICK

Mandataire Commerciale / Mandataire Commerciale

Référence de publication: 2009117200/22.

(090140523) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 septembre 2009.

Germany2 Investment S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1741 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 148.172.

STATUTES

In the year two thousand and nine, on the sixteenth of September.

Before the undersigned, Maître Joëlle Baden, notary, residing in Luxembourg-City.

There appeared:

1) Mr Florian Lahnstein, merchant banker, residing professionally at 10 Duke of York Square London SW3 4LY, United Kingdom,

duly represented by Ms Verena Zimmermann, maître en droit, residing in Luxembourg,

by virtue of a proxy under private seal given on 14 September 2009, in London, United Kingdom, and

2) Mr Gero Wendenburg, merchant banker, residing professionally at 10 Duke of York Square, London SW3 4LY, United Kingdom,

duly represented by Ms Verena Zimmermann, prenamed,

by virtue of a proxy under private seal given on 14 September 2009, in London, United Kingdom.

The proxies, after having been signed *ne varietur* by the proxy holder and the undersigned notary, shall remain attached to this document in order to be registered therewith.

Such appearing parties, represented as stated above, have drawn up the following articles of incorporation of a société anonyme, which they declare organised among themselves as follows:

A. Name - Duration - Purpose - Registered office**Art. 1. Name**

There exists a company in the form of a société anonyme under the name of Germany2 Investment S.A. (the "Company"), which shall be governed by the law of 10 August 1915 concerning commercial companies, as amended, as well as by the present articles of incorporation.

Art. 2. Definitions

Acquisition Period means the period of twenty-four (24) months following the Settlement Date.

Affiliate means in relation to any person, (a) a company or undertaking (i) that directly, or indirectly through one or more intermediaries, controls or is controlled by or is under common control with such person (and "control" (including the terms "controlling", "controlled by" and "under common control with"), means the possession, direct or indirect, of the power to direct or cause the direction of the management, policies or activities of a person whether through the ownership of securities, by contract or agency or otherwise); or (ii) in relation to which such person is interested, whether legally or beneficially, in shares comprised in more than 50% of the equity share capital of such company or undertaking; (b) a spouse, civil partner, former spouse, former civil partner, sibling, parent, child or step child (up to the age of 18) of such person; or (c) any person or persons acting in his or their capacity as trustee or trustees of a trust of which such person is the beneficiary. "Affiliated" shall have the correlative meaning.

Business Combination means the acquisition of a Target through a merger, share exchange, share purchase, asset acquisition, reorganisation or any similar transaction in the Acquisition Period or, if applicable, the Extended Acquisition Period.

Cash in Trust means as of any date of determination, the amount on deposit on the Trust Account.

Deferred Underwriting Fees means the fees and expenses owed by the Company to the Underwriters in connection with the completion of the Initial Public Offer for which payment has been agreed to be deferred to be payable upon the consummation of the Business Combination.

Dissenting Shareholder means each shareholder who has voted against the consummation of the Business Combination in the Qualifying Shareholders' Meeting (excluding, for the avoidance of doubt, shareholders having abstained from voting or having provided a nil vote in such shareholders' meeting), but only with respect to those shares for which he has voted against the consummation of the Business Combination in the Qualifying Shareholders' Meeting. For the avoidance of doubt, a shareholder may choose to vote some of his shares in favour and some of his shares against the consummation of a Business Combination and in this case he shall only be considered as a Dissenting Shareholder with regard to those shares voted against the consummation of the Business Combination.

Extended Acquisition Period means the period of six (6) months following the Acquisition Period which will apply if the shareholders of the Company have approved the extension of the Acquisition Period prior to its end in a duly convened general meeting of shareholders with the majority of the votes cast. For the avoidance of doubt no quorum shall be required.

Initial Public Offer means the initial offering of shares in the Company to the general public in Germany and Luxembourg.

Initial Working Capital Allowance means one million seven hundred fifty thousand euro (EUR 1,750,000.00).

Law means the law of 10 August 1915 concerning commercial companies, as amended.

Net IPO Proceeds means the proceeds received by the Company from offering its shares in the Initial Public Offer after deduction of all costs incurred in connection with and due upon or shortly after the consummation of the Initial Public Offer, but in any event not including the Deferred Underwriting Fees, and after deduction of the Initial Working Capital Allowances.

Qualifying Shareholders' Meeting has the meaning determined in article 13.2 hereof.

Realisation means the consummation of a Business Combination, being the direct or indirect acquisition of a Target as approved by the Qualifying Shareholders' Meeting.

Redemption Notice has the meaning set out in article 14.3 hereof.

Redemption Price means, as of any date of determination, in relation to a share, the pro rata amount resulting from the division of (i) the Cash in Trust less the Working Capital Allowance in excess of the Initial Working Capital Allowance less any Reserved Amounts by (ii) the number of shares issued in the Initial Public Offer.

Reserved Amounts means an amount equal to (i) any taxes accrued and unpaid on the Cash in Trust and (ii) any costs and expenses incurred and unpaid in connection with the administration of the Cash in Trust.

Settlement Date means the date on which the securities sold in the Initial Public Offer are delivered.

Sponsor Warrants Proceeds means the gross proceeds received by the Company from the sale of six million (6,000,000) warrants for the acquisition of six million (6,000,000) shares in the Company to G2SV Limited Partnership.

Target means any company or target business proposed for a Business Combination at the Qualifying Shareholders' Meeting.

Trust Account means any account so designated by the management board and into which an amount equal to the Net IPO Proceeds and the Sponsor Warrants Proceeds is deposited.

Underwriter means any of, Deutsche Bank AG, London Branch, Credit Suisse and Sal. Oppenheim jr. & Cie.

Working Capital Allowance means, as of any date of determination, any taxes or costs and expenses previously paid or incurred and not previously paid in connection with the operations of the Company; provided, the Working Capital Allowance shall not exceed the lesser of (i) Initial Working Capital Allowance and (ii) five million two hundred fifty thousand euro (EUR 5,250,000.00). For the avoidance of doubt, the Working Capital Allowance does not include Deferred Underwriting Fees.

Art. 3. Duration

The Company is incorporated for an unlimited duration.

Art. 4. Purpose

4.1 During the Acquisition Period and the Extended Acquisition Period, if applicable, the Company's purpose is the Realisation.

4.2 As from the Realisation, the Company's purpose shall be the administration, holding, development and realisation of the Target, including the acquisition of any assets or interests and rights of any kind and of any other form of investment in entities in the Grand Duchy of Luxembourg and in foreign entities, whether such entities exist or are to be created, especially by way of subscription, acquisition by purchase, sale or exchange of assets, securities or rights of any kind whatsoever, such as equity instruments, debt instruments, patents and licenses.

4.3 From the date of its incorporation, the Company may further grant any form of security for the performance of any obligations of the Company or of any entity in which it holds a direct or indirect interest or right of any kind or in which the Company has invested in any other manner or which forms part of the same group of entities as the Company, or of any member of the management board or any other officer or agent of the Company or of any entity, in which it holds a direct or indirect interest or right of any kind or in which the Company has invested in any other manner or which forms part of the same group of entities as the Company. The Company may lend funds or otherwise assist any entity, in which it holds a direct or indirect interest or right of any kind or in which the Company has invested in any other manner or which forms part of the same group of entities as the Company.

4.4 The Company may carry out all transactions, which directly or indirectly serve its purposes. The Company may in particular raise funds especially through borrowing in any form or by issuing any securities or debt instruments, including bonds, warrants or by accepting any other form of investment or by granting any rights of whatever nature; and participate in the incorporation, development and/or control of any entity in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad.

Art. 5. Registered office

The Company's registered office is established in the city of Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg. Within the same municipality, the Company's registered office may be transferred by a resolution of the management board. It may be transferred to any other municipality in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of the general meeting of shareholders, adopted in the manner required for an amendment of these articles of incorporation. Branches

or other offices may be established either in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad by a resolution of the management board.

B. Share capital - Shares - Register of shares - Ownership and transfer of shares

Art. 6. Share capital

6.1 The Company's issued share capital is set at thirty-five thousand euro (EUR 35,000.-), represented by seven million five hundred thousand (7,500,000) redeemable shares without designation of a nominal value.

6.2 The authorised capital, including the issued share capital, is set at two million three hundred thirty-three thousand three hundred thirty-three euro and thirty three cents (EUR 2,333,333.33) consisting of five hundred million (500,000,000.-) redeemable shares without designation of a nominal value. During the period of five (5) years, from the date of the publication of the authorisation granted to the management board to issue such shares, the management board is hereby authorised to issue shares and to grant options to subscribe for shares, to such persons and on such terms as they shall see fit (and specifically to proceed to such issue without reserving for the existing shareholders a preferential right to subscribe to the shares issued).

6.3 All shares issued by the Company are redeemable shares in the sense of article 49-8 of the Law and may be redeemed under the conditions set out in the Law and in article 14 hereof.

6.4 The Company's issued and authorised share capital may be increased or decreased under the conditions of the Law by a resolution of the general meeting of shareholders, adopted in the manner required for an amendment of these articles of incorporation.

Art. 7. Shares

7.1 Each share entitles to one (1) vote.

7.2 The death, legal incapacity, dissolution, bankruptcy, insolvency or any other similar event regarding any shareholder shall not cause the Company's dissolution.

Art. 8. Register of shares

8.1 The Company's shares are in registered form and may not be converted into shares in bearer form. A register of shares will be kept at the Company's registered office, where it will be available for inspection by any shareholder. This register of shares will in particular contain the name of each shareholder, his residence or registered or principal office, the number of shares held by such shareholder, the indication of the payments made on the shares, any transfer of shares and the dates as well as any security rights granted on shares.

8.2 Each shareholder will notify the Company by registered letter of his address and any change thereof. The Company may rely on the last address of a shareholder received by it.

8.3 Registered share certificates may be issued and signed by the Company. Such certificates are signed by the chairman of the management board or by any two (2) members of the management board, upon request and at the expense of the relevant shareholders. The signatures shall be either manual or printed. No shareholder is entitled to request the certification of his shares.

Art. 9. Ownership and transfer of shares

9.1 The shares may be entered without serial numbers into fungible securities accounts with financial institutions or other professional depositaries. The shares held in deposit or on an account with such financial institution or professional depositary shall be recorded in an account opened in the name of the depositor and may be transferred from one account to another, whether such account is held by the same or a different financial institution or depositary. The depositor whose shares are held through such fungible securities accounts shall have the same rights and obligations as if his shares were recorded in the registered share register of the Company.

9.2 The Company will recognise only one (1) holder per share. In case a share is owned by several persons, they must designate a single person to be considered as the sole owner of such share in relation to the Company. The Company is entitled to suspend the exercise of all rights attached to a share held by several owners until one (1) owner has been designated.

9.3 The shares are freely transferable.

9.4 Transfer of registered shares, entered in the share register and which are not held through fungible securities accounts, shall be effected by (i) a written declaration of transfer signed by the transferor and the transferee or by their attorneys or (ii) recording of a declaration of transfer into the register of shares, signed and dated by the transferor and the transferee or their representatives or (iii) upon notification of the transfer to or upon the acceptance of the transfer by the Company, pursuant to which any member of the management board may record such transfer in the share register. The management board may accept and enter in the register a transfer on the basis of any appropriate document(s) recording the transfer between the transferor and the transferee.

9.5 The rights and obligations attached to any share shall pass to any transferee thereof.

9.6 Any shareholder acquiring together with any person with whom he is acting in concert, more than twenty percent (20%) of the shares sold in the Initial Public Offering must provide the Company with written notice of such event.

C. General Meeting of Shareholders

Art. 10. Powers of the General Meeting of shareholders

10.1 The shareholders exercise their collective rights in the general meeting of shareholders, which constitutes one of the Company's corporate bodies.

10.2 The Company may have one or several shareholders. If the Company has only one shareholder, such shareholder shall exercise the powers of the general meeting of shareholders. In such case and to the extent applicable and where the term "sole shareholder" is not expressly mentioned in these articles of incorporation, a reference to the "general meeting of shareholders" used in these articles of incorporation is to be construed as a reference to the "sole shareholder".

10.3 The general meeting of shareholders is vested with the powers expressly reserved to it by law and by these articles of incorporation.

Art. 11. Convening of general meetings of shareholders

11.1 The general meeting of shareholders of the Company may at any time be convened by the management board or the supervisory board, to be held at such place and on such date as specified in the notice of such meeting.

11.2 The general meeting of shareholders must be convened by the management board upon request in writing indicating the agenda, addressed to the management board by one (1) or several shareholders representing in the aggregate at least ten per cent (10%) of the Company's issued share capital. In this case, the general meeting of shareholders must be convened by the management board in order to be held within a period of one (1) month from receipt of such request at such place and on such date as specified in the convening notice of the meeting.

11.3 An annual general meeting of shareholders must be held in the municipality where the Company's registered office is located or at such other place as may be specified in the notice of such meeting, on the second (2nd) Tuesday in May at eleven o'clock (11.00). If such day is a legal holiday in Luxembourg, the annual general meeting of shareholders must be held on the next following business day. The management board must convene the annual general meeting of shareholders to be held within a period of six (6) months from closing the Company's accounts.

11.4 The convening notice for any general meeting of shareholders must contain the agenda of the meeting, the place, date and time of the meeting. The convening notice must be published twice, respecting a minimum interval of eight (8) days between the publications, and eight (8) days before the annual general meeting of shareholders in the Luxembourg official gazette Mémorial C, Recueil des Sociétés et des Associations and in a Luxembourg daily newspaper. Any convening formalities may be waived by unanimous consent of all shareholders.

11.5 One or several shareholders, representing in the aggregate at least ten per cent (10%) of the Company's issued share capital, may request the addition of one or several items to the agenda of any general meeting of shareholders. Such request must be sent to the Company's registered office by registered letter at least five (5) days prior to the date scheduled for the meeting.

11.6 If all the shareholders are present or represented at a general meeting of shareholders and if they state that they have been informed of the agenda of the meeting, the general meeting of shareholders may be held without prior notice.

Art. 12. Conduct of general meetings of shareholders

12.1 A board of the meeting shall be formed at any general meeting of shareholders, composed of a chairman, a secretary and a scrutineer, each of whom shall be appointed by the general meeting of shareholders and who are not required to be shareholders or members of the management board. The board of the meeting shall, among other things, ensure that the meeting is held in accordance with applicable rules and, in particular, in compliance with the rules in relation to convening, majority requirements, vote tallying and representation of shareholders.

12.2 An attendance list must be kept at any general meeting of shareholders.

12.3 No quorum shall be required for the general meeting of shareholders to validly act and deliberate, unless otherwise required by law or by these articles of incorporation.

12.4 Unless otherwise required by law or by these articles of incorporation, resolutions at a general meeting of shareholders duly convened will be adopted by a simple majority of the votes validly cast, regardless of the portion of capital represented. Abstention and nil votes will not be taken into account for the calculation of the majority.

12.5 A shareholder may act at any general meeting of shareholders by appointing another person, shareholder or not, as his proxy in writing by a signed document transmitted by mail, facsimile, electronic mail or by any other means of communication, a copy of such appointment being sufficient proof thereof. One (1) person may represent several or even all shareholders.

12.6 Any shareholder who participates in a general meeting of shareholders by conference-call, video-conference or by any other means of communication which allow such shareholder's identification and which allow that all the persons taking part in the meeting hear one another on a continuous basis and may effectively participate in the meeting, is deemed to be present for the computation of quorum and majority.

12.7 Each shareholder may vote at a general meeting of shareholders through a signed voting form sent by mail, facsimile, electronic mail or by any other means of communication to the Company's registered office or to the address specified in the convening notice. The shareholders may only use voting forms provided by the Company which contain at least the place, date and time of the meeting, the agenda of the meeting, the proposals submitted to the resolution of

the meeting as well as for each proposal three boxes allowing the shareholder to vote in favour of or against the proposed resolution or to abstain from voting thereon by marking the appropriate box. The Company will only take into account voting forms received prior to the general meeting of shareholders to which they relate to.

12.8 The management board may determine all other conditions that must be fulfilled by the shareholders for them to take part in any general meeting of shareholders.

Art. 13. Approval of the Business Combination

13.1 In connection with a proposed realisation of the Business Combination, the management board shall submit such information determined by the management board to be material and relevant for shareholders, to the general meeting of shareholders of the Company at any time it identifies a suitable Target.

13.2 The Company will only proceed with the proposed Business Combination for a proposed Target, if (i) the general meeting of shareholders convened to deliberate thereupon approves the proposal by a majority of the votes cast (whereby abstentions and nil votes shall not be taken into account for the calculation of the majority and no quorum shall be required), and (ii) Dissenting Shareholders have requested redemption for less than twenty-eight percent (28 %) of the shares outstanding at the time of such general meeting in accordance with article 14 of these articles of incorporation (the "Qualifying Shareholders' Meeting").

Art. 14. Redemption of redeemable shares

14.1 Each Dissenting Shareholder may request redemption of all or only of some of his redeemable shares, subject to the conditions and procedures set forth in this article 14. In case a shareholder has voted some of his shares in favour and some of his shares against the consummation of a Business Combination at a Qualifying Shareholders' Meeting, then he is only entitled to request redemption with regard to those shares voted against the consummation of the Business Combination. The shares of a Dissenting Shareholder, who fails to exercise his right to request redemption in accordance with the provisions set out in this article 14, will not be redeemed.

14.2 The redemption of redeemable shares is subject to the Law and the following conditions:

- only fully paid up shares may be redeemed;
- the redemption can only be made by using sums available for distribution in accordance with Article 72-1 of the Law or the proceeds of a new issue made with the purpose of such redemption;
- an amount equal to the nominal value, or, in the absence thereof, the par value, of all the shares redeemed must be included in a reserve which cannot be distributed to the shareholders except in the event of a capital reduction of the subscribed share capital; such reserve may only be used to increase the subscribed share capital by capitalisation of reserves (such reserve is not required in case of a redemption using the proceeds of a new issue made with a view to carry out such redemption); and
- the redemption is published in accordance with the Law.

If any proposed Business Combination is not approved by the Qualifying Shareholders' Meeting or Realisation does not occur after the approval of such Business Combination, any Redemption Notice rendered to the Company with respect to such Business Combination shall become void.

Each share is redeemed at the Redemption Price.

14.3 Each Dissenting Shareholder, who wishes to request redemption of some or all of his shares by the Company, must provide a written notice to the Company by registered mail or internationally recognised overnight courier, to be received by the Company no later than five (5) days prior to the Qualifying Shareholders' Meeting, setting out (i) the number of his shares for which redemption is requested and (ii) his bank account details (the "Redemption Notice"). Any Redemption Notice is revocable in part or in whole by a notice in writing to the Company, or by retracting the shares delivered to the Company, in each case to be received or effected prior to the redemption date.

14.4 Each Dissenting Shareholder must prove to the Company (i) the number of shares he has voted against the Qualifying Business Combination at the Qualifying Shareholders' Meeting in person or by irrevocable proxy and (ii) he has transferred the redeemable shares offered for redemption to the Company in view of such redemption. The management board may, in the Convening Notice to the Qualifying Shareholders' Meeting, set additional conditions differing from those set out in articles 14.3 and 14.4 hereof.

14.5 A Dissenting Shareholder, together with any Affiliate or any person with whom such Dissenting Shareholder is acting in concert, may not redeem more than twenty percent (20%) of the redeemable shares issued at the date of the Qualifying Shareholders' Meeting.

14.6 The Company shall, within fourteen (14) days after the Qualifying Shareholders Meeting, confirm by way of public notice or in writing to each Dissenting Shareholder having exercised his redemption right by providing a Redemption Notice to the Company (i) if his request has been made in accordance with the conditions set out in these articles of association and the Law and will therefore be granted, (ii) the date of redemption, which in any event shall be no later than sixty (60) days after the Realisation, and (iii) the Redemption Price. The Redemption Price is payable on the set redemption date.

14.7 The redeemed shares shall bear no voting rights, and shall have no rights to receive dividends or the liquidation proceeds.

14.8 The shareholders grant an irrevocable power of attorney to the management board to make any statement, sign all documents, create and amend all registers and do everything which is lawful, necessary or simply useful in view of the accomplishment and fulfilment of any share redemption in accordance with this article 14 and to proceed, in accordance with the requirements of Luxembourg law, to any registration with the Trade and Companies' Register and to any publication in the Luxembourg official gazette (Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations).

Art. 15. Realisation

15.1 Without unreasonable delay, upon Realisation, the management board shall convene to confirm that Realisation has occurred.

15.2 The Company shall be put into liquidation if Realisation does not occur on, or prior to, the last day of the Acquisition Period or, if applicable, the Extended Acquisition Period. In such case, the management board shall convene a general meeting of shareholders without unreasonable delay which resolves (i) the dissolution of the Company and (ii) the appointment and powers of one or more liquidators.

Art. 16. Amendments to the articles of incorporation

Subject to the terms and conditions provided by the Law, these articles of incorporation may be amended by a resolution of the general meeting of shareholders, adopted by a majority of two thirds of the votes validly cast at a meeting where at least half of the Company's issued share capital is present or represented. In case the quorum is not reached, a second meeting may be convened in accordance with the Law in which no quorum is required, but which must still approve amendments to the articles of incorporation with two thirds of the votes validly cast. Abstention and nil votes will not be taken into account for the calculation of the majority.

Art. 17. Adjourning general meetings of shareholders

Subject to the terms and conditions of the Law, the management board may adjourn for up to four (4) weeks any general meeting of shareholders already commenced, including any general meeting convened in order to resolve on an amendment of the articles of incorporation. The management board must adjourn any general meeting of shareholders already commenced if so required by one or several shareholders representing in the aggregate at least twenty per cent (20%) of the Company's issued share capital. In case of such an adjournment of a general meeting of shareholders already commenced, any resolution already adopted in such meeting will be cancelled.

Art. 18. Minutes of general meetings of shareholders

18.1 The board of the meeting of any general meeting of shareholders shall draw up minutes of the meeting, which shall be signed by the members of the board of the meeting as well as by any shareholder who requests to do so.

In case of a sole shareholder, such shareholder shall draw up and sign minutes of his resolutions.

18.2 Any copy and excerpt of such original minutes to be produced in judicial proceedings or to be delivered to any third party, shall be certified conforming to the original by the notary having had custody of the original deed, in case the meeting has been recorded in a notarial deed, or shall be signed by the chairman of the management board or by any two of its members.

D. Management

Art. 19. Dual management structure and powers of the management board

19.1 The Company's management shall be subject to articles 60bis-1 to 60bis-19 of the Law, unless otherwise provided in these articles of incorporation. The Company shall thus be managed by a management board whose members do not need to be shareholders and shall exercise their functions under the control of a supervisory board.

19.2 The management board is vested with the broadest powers to take any actions necessary or useful to fulfil the Company's corporate object, with the exception of the actions reserved by law or by these articles of incorporation to the general meeting of shareholders or to the supervisory board.

19.3 In accordance with article 60 of the Law, the Company's daily management and the Company's representation in connection with such daily management may be delegated to one (1) or several members of the management board or to any other person, shareholder or not, acting alone or jointly. Their appointment, revocation and powers shall be determined by a resolution of the management board.

19.4 The Company may also grant special powers by notarised proxy or private instrument to any person acting alone or jointly with others as agent of the Company.

Art. 20. Composition of the management board

20.1 The management board is composed of at least three (3) members.

20.2 The management board must choose from among its members a chairman. It may also choose a secretary who does not need to be a shareholder or a member of the management board.

Art. 21. Election and removal of members of the management board and term of office

21.1 The members of the management board shall be elected by a supervisory board which shall determine their remuneration and term of office.

21.2 If a legal entity is elected member of the management board of the Company, such legal entity must designate an individual as permanent representative who shall execute this role in the name and for the account of the legal entity. The relevant legal entity may only remove its permanent representative if it appoints a successor at the same time. An individual may only be a permanent representative of one (1) member of the management board and may not be a member of the management board at the same time. An individual cannot be a permanent representative of a member of the management board and of a member of the supervisory board at the same time.

21.3 Any member of the management board may be removed at any time, without notice and without cause, by the supervisory board.

21.4 The term of office of a member of the management board may not exceed six (6) years and any member of the management board shall hold office until his successor is elected. Any member of the management board may also be re-elected for successive terms.

Art. 22. Vacancy in the office of a member of the management board

22.1 If a vacancy in the office of a member of the management board because of death, legal incapacity, bankruptcy, insolvency retirement or otherwise occurs, such vacancy may be filled by the remaining members of the management board deciding on the temporary appointment of a new member of the management board until the next meeting of the supervisory board which shall resolve on the permanent appointment.

22.2 In any such case of a vacancy in the office of a member of the management board, the supervisory board may alternatively appoint one (1) of its members in order to exercise the functions of the member of the management board. His mandate as member of the supervisory board is suspended for the time of his appointment. The meeting of the supervisory board proceeding to a definitive appointment shall take place without unreasonable delay.

Art. 23. Convening meetings of the management board

23.1 The management board shall meet upon call by the chairman or by any two (2) of its members at the place indicated in the notice of the meeting as described in the next paragraph.

23.2 Written notice of any meeting of the management board must be given to its members at least twenty-four (24) hours in advance of the date scheduled for the meeting by mail, facsimile, electronic mail or any other means of communication, except in case of emergency, in which case the nature and the reasons of such emergency must be indicated in the notice. Such convening notice is not necessary in case of assent of each member of the management board in writing by mail, facsimile, electronic mail or by any other means of communication, a copy of such signed document being sufficient proof thereof. Also, a convening notice is not required for a management board meeting to be held at a time and location determined in a prior resolution adopted by the management board. No convening notice shall furthermore be required in the event all members of the management board are present or represented at a meeting of the management board or in the case of resolutions adopted in writing in accordance with these articles of incorporation.

Art. 24. Conduct of meetings of the management board

24.1 The chairman of the management board shall preside at all meetings of the management board. In his absence, the management board may appoint another member of the management board as chairman pro tempore.

24.2 The management board can act and deliberate validly only if more than half of its members are present or represented at a meeting of the management board.

24.3 Resolutions are adopted by the approval of a majority of the members present or represented at a meeting of the management board. The chairman shall not have a casting vote.

24.4 Any member of the management board may act at any meeting of the management board by appointing any other member as his proxy in writing by mail, facsimile, electronic mail or by any other means of communication, a copy of the appointment being sufficient proof thereof. Any member of the management board may represent one or several of his colleagues.

24.5 Any member of the management board who participates in a meeting of the management board by conference-call, video-conference or by any other means of communication which allows such member's identification and which allows that all the persons taking part in the meeting hear one another on a continuous basis and may effectively participate in the meeting, is deemed to be present for the computation of quorum and majority.

24.6 The management board may unanimously pass resolutions in writing which shall have the same effect as resolutions passed at a meeting of the management board duly convened and held. Such resolutions in writing are passed when dated and signed by all members of the management board on a single document or on multiple counterparts, a copy of a signature sent by mail, facsimile, e-mail or any other means of communication being sufficient proof thereof. The single document showing all the signatures or the entirety of signed counterparts, as the case may be, will form the instrument giving evidence of the passing of the resolutions, and the date of such resolutions shall be the date of the last signature. The fact that a member of the management board must abstain from voting on a transaction in accordance with article 24.7 below shall not affect the validity of a written resolution by the management board if all members of the management board agree with the procedure.

24.7 Save as otherwise provided by law, any member of the management board who has, directly or indirectly, a proprietary interest in a transaction submitted to the approval by the management board which conflicts with the Com-

pany's interest, must inform the management board of such conflict of interest and must have his declaration recorded in the minutes of the board meeting. The relevant member of the management board may not take part in the discussions on and may not vote on the relevant transaction. Any such conflict of interest must be reported to the next general meeting of shareholders prior to taking any resolution on any other item. Where one single person is exercising the powers of the management board and such person has, directly or indirectly, a proprietary interest in a transaction entered into between him and the Company which conflicts with the Company's interest, such conflicting interest must be disclosed in the minutes recording the relevant transaction and the approval by the supervisory board shall be required for entering into the transaction.

24.8 In case a member of the management board abstains from voting in accordance with article 24.7 hereof, resolutions adopted by a majority of the remaining members present or represented shall be valid.

Art. 25. Minutes of meetings of the management board

25.1 The secretary or, if no secretary has been appointed, the chairman shall draw up minutes of any meeting of the management board, which shall be signed by the chairman and by the secretary, if any. In his absence, minutes shall be signed by any two (2) members of the management board.

25.2 Any copy and any excerpt of such original minutes to be produced in judicial proceedings or to be delivered to any third party shall be signed by the chairman of the management board, or by any two (2) of its members.

Art. 26. Dealings with third parties

The Company will be bound towards third parties in all circumstances by the joint signatures of any two (2) members of the management board or by the signature of the person exercising solely the powers of the management board or by the joint signatures or by the sole signature of any person(s) to whom such signatory power has been granted by the management board or by the person exercising solely the powers of the management board. Within the limits of the daily management, the Company will be bound towards third parties by the signature of any person(s) to whom such power in relation to the daily management of the Company has been delegated in accordance with the rules of such delegation.

Art. 27. Powers of the supervisory board

27.1 A supervisory board, whose members do not need to be shareholders of the Company, shall be in charge of the permanent supervision and control of the Company's management by the management board. It may in no case interfere with such management.

27.2 The supervisory board has an unlimited right of information regarding all operations of the Company and may inspect any of the Company's documents. It may request the management board to provide any information necessary for exercising its functions and may directly or indirectly proceed to all verifications which it may deem useful in order to accomplish its functions.

27.3 At least every three months, the management board provides a written report to the supervisory board on the business of the Company and the foreseeable future development thereof. In addition, the management board shall promptly inform the supervisory board about any events likely to have a material influence on the Company.

Art. 28. Composition of the supervisory board

28.1 The supervisory board is composed of at least three (3) members.

28.2 The supervisory board must choose from among its members a chairman of the supervisory board. It may also choose a secretary who does not need to be a shareholder or a member of the supervisory board.

28.3 Subject to article 22.2 a member of the management board cannot be a member of the supervisory board at the same time.

Art. 29. Election and removal of members of the supervisory board and term of office

29.1 Members of the supervisory board shall be elected by the general meeting of shareholders which shall determine their remuneration and term of office.

29.2 If a legal entity is elected member of the supervisory board of the Company, such legal entity must designate an individual as permanent representative who shall execute this role in the name and for the account of the legal entity. The relevant legal entity may only remove its permanent representative if it appoints a successor at the same time. An individual may only be a permanent representative of one (1) member of the supervisory board and may not be a member of the supervisory board at the same time.

29.3 Any member of the supervisory board may be removed at any time, without notice and without cause by the general meeting of shareholders.

29.4 The term of office of a member of the supervisory board may not exceed six (6) years and any member of the supervisory board shall hold office until his successor is elected. Any member of the supervisory board may be re-elected for successive terms.

Art. 30. Vacancy in the office of a member of the supervisory board

30.1 If a vacancy in the office of a member of the supervisory board because of death, legal incapacity, bankruptcy, insolvency, retirement or otherwise occurs, such vacancy may be filled, on a temporary basis, by the remaining supervisory board members until the next general meeting of shareholders, which shall resolve on a permanent appointment.

30.2 If, in case of plurality of shareholders, the total number of members of the supervisory board falls below three (3) or below such higher minimum set by these articles of incorporation, as applicable, such vacancy must be filled without undue delay either by the general meeting of shareholders or by the remaining members of the supervisory board deciding on the temporary appointment of a new member of the supervisory board until the next meeting of the general meeting of shareholders which shall resolve on the permanent appointment.

Art. 31. Convening meetings of the supervisory board

31.1 The supervisory board shall meet upon call by its chairman or by any two members at least twice a year at the place indicated in the notice of the meeting. The supervisory board must be convened upon request of the management board. The supervisory board may invite the members of the management board to participate in a meeting of the supervisory board with an advisory vote.

31.2 Written notice of any meeting of the supervisory board must be given to its members at least twenty-four (24) hours in advance of the date scheduled for the meeting by mail, facsimile, electronic mail or any other means of communication, except in case of emergency, in which case the nature and the reasons of such emergency must be indicated in the notice. Such convening notice is not necessary in case of assent of each member of the supervisory board in writing by mail, facsimile, electronic mail or by any other means of communication, a copy of such signed document being sufficient proof thereof. Also, a convening notice is not required for a supervisory board meeting to be held at a time and location determined in a prior resolution adopted by the supervisory board. No convening notice shall furthermore be required in the event all members of the supervisory board are present or represented at a meeting of the supervisory board or in the case of resolutions approved in writing in accordance with these articles of incorporation.

Art. 32. Conduct of meetings of the supervisory board

32.1 The chairman of the supervisory board shall preside at all meetings of the supervisory board. In his absence, the supervisory board may appoint another member of the supervisory board as chairman pro tempore.

32.2 The supervisory board can act and deliberate validly only if more than half of its members are present or represented at a meeting of the supervisory board.

32.3 Resolutions are adopted by the approval of a majority of the members present or represented at a meeting of the supervisory board. The chairman shall not have a casting vote.

32.4 Any member of the supervisory board may act at any meeting of the supervisory board by appointing any other member of the supervisory board as his proxy in writing by mail, facsimile, electronic mail or by any other means of communication, a copy of the appointment being sufficient proof thereof. Any member of the supervisory board may represent one (1) or several of his colleagues.

32.5 Any member of the supervisory board who participates in a meeting of the supervisory board by conference-call, video-conference or by any other means of communication which allow such member's identification and which allow all the persons taking part in the meeting to hear one another on a continuous basis and may effectively participate in the meeting, is deemed to be present for the computation of a quorum and majority.

32.6 The supervisory board may unanimously pass resolutions in writing which shall have the same effect as resolutions passed at a meeting of the supervisory board duly convened and held. Such resolutions in writing are passed when dated and signed by all members of the supervisory board on a single document or on multiple counterparts, a copy of a signature sent by mail, facsimile, e-mail or any other means of communication being sufficient proof thereof. The single document showing all the signatures or the entirety of signed counterparts, as the case may be, will form the instrument giving evidence of the passing of the resolutions, and the date of such resolutions shall be the date of the last signature. The fact that a member of the supervisory board must abstain from voting on a transaction in accordance with article 32.7 below shall not affect the validity of a written resolution by the supervisory board if all members of the supervisory board agree with the procedure.

32.7 Save as otherwise provided by law, any member of the supervisory board who has, directly or indirectly, a proprietary interest in a transaction submitted to the approval by the supervisory board which conflicts with the Company's interest, must inform the supervisory board of such conflict of interest and must have his declaration recorded in the minutes of the supervisory board meeting. The relevant member of the supervisory board may not take part in the discussions on and may not vote on the relevant transaction. Any such conflict of interest must be reported to the next general meeting of shareholders prior to taking any resolution on any other item. Where one single person is exercising the powers of the supervisory board and such person has, directly or indirectly, a proprietary interest in a transaction entered into between him and the Company which conflicts with the Company's interest, such conflicting interest must be disclosed in the minutes recording the relevant transaction.

32.8 In the event a member of the supervisory board abstains from voting in accordance with article 32.7 hereof, resolutions adopted by a majority of the remaining members present or represented shall be valid.

Art. 33. Minutes of meetings of the supervisory board

33.1 The secretary or, if no secretary has been appointed, the chairman shall draw minutes of any meeting of the supervisory board, which shall be signed by the chairman and by the secretary. In his absence, minutes shall be signed by any two (2) members of the supervisory board.

33.2 Any copy and any excerpt of such original minutes to be produced in judicial proceedings or to be delivered to any third party shall be signed by the chairman of the supervisory board or by any two (2) of its members.

Art. 34. Matters requiring prior authorisation of the supervisory board

34.1 Any proposal of a Business Combination to the shareholders requires the prior consent of the supervisory board (i) if a member of the management board is subject to a conflict of interest with respect to such Business Combination or (ii) if the Underwriters or the banks and other agents involved in the IPO or any of their Affiliates are affiliated with the Target or its shareholders. In both cases, the Company shall obtain an opinion from an independent investment banking firm that the Business Combination with the Target is fair to the shareholders of the Company from a financial point of view.

34.2 If the supervisory board refuses the authorization of a matter for which prior authorization is required in accordance with article 34.1 hereof, the management board may submit the issue to the shareholders in the next general meeting of shareholders. If the general meeting of shareholders authorizes such matter, the authorization of the supervisory board is deemed to be given. If the general meeting refuses the authorization, such authorization is deemed to be refused.

E. Auditor(s)**Art. 35. Independent auditor(s)**

35.1 The operations of the Company shall be supervised by one or more independent auditors chosen among the members of the Institut des réviseurs d'entreprises in accordance with the Law.

35.2 The general meeting of shareholders shall determine the number of independent auditors, shall appoint them and shall fix their remuneration and term of office which may not exceed six (6) years. A former or current independent auditor may be re-appointed by the general meeting of shareholders.

35.3 Any independent auditor may be removed at any time, without notice and without cause, by the general meeting of shareholders.

35.4 In case of a reduction of the number of independent auditors by death or in another manner by more than half, the management board must convene the general meeting of shareholders without undue delay in order to fill the vacancy/ vacancies.

F. Financial Year - Profits - Interim dividends - Share premium**Art. 36. Financial year**

The Company's financial year shall begin on the first of January of each year and shall terminate on the thirty-first of December of the same year.

Art. 37. Profits

37.1 From the Company's annual net profits, at least five per cent (5%) shall be allocated to the Company's legal reserve. This allocation shall cease to be mandatory as soon and as long as the aggregate amount of the Company's legal reserve amounts to ten per cent (10%) of the Company's issued share capital.

37.2 In case of a share capital reduction, the Company's legal reserve may be reduced in proportion so that it is at least ten per cent (10%) of the issued share capital.

37.3 Sums contributed to the Company by a shareholder may also be allocated to the legal reserve if the contributing shareholder agrees with such allocation.

37.4 Under the terms and conditions provided by law and upon recommendation of the management board, the annual general meeting of shareholders will determine how the remainder of the Company's annual net profits will be allocated. In case of distributions, each share is entitled to the same fraction of the distributed amount.

Art. 38. Interim dividends - Share premium

38.1 Under the terms and conditions provided by law, the management board may proceed to the payment of interim dividends.

38.2 Notwithstanding the foregoing, the management board may make use of any sums contributed to the share premium (i) to redeem shares in accordance with clause 14 of these articles of incorporation and/or (ii) to convert any amount thereof into share capital in order to issue shares upon the exercise of warrants issued by the Company, at the discretion of the management board and without reserving a preferential subscription right to existing shareholders in accordance with article 6.2 of these articles of incorporation.

G. Liquidation

Art. 39. Liquidation

39.1 The Company may not be dissolved during the Acquisition Period or the Extended Acquisition Period, if applicable.

39.2 If Realisation occurs, the Company may be dissolved at any time and without cause by a resolution of the general meeting of shareholders, adopted in the manner required for an amendment of these articles of incorporation at any time after the date of Realisation. If Realisation does not occur during the Acquisition Period or the Extended Acquisition Period, if applicable, the Company shall be put into liquidation in accordance with article 15.2 hereof.

39.3 In the event of the Company's dissolution, the liquidation shall be carried out by one or several liquidators, individuals or legal entities, appointed by the general meeting of shareholders which shall determine the liquidators'/ liquidator's powers and remuneration. Each shareholder is entitled to the same fraction of the liquidation surplus.

H. Governing Law

Art. 40. Governing law

These articles of incorporation shall be construed and interpreted under and shall be governed by Luxembourg law. All matters not governed by these articles of incorporation shall be determined in accordance with the Law.

Transitional provisions

1) The Company's first financial year shall begin on the date of the Company's incorporation and shall end on 31 December 2009.

2) The first annual general meeting of shareholders resolving on the approval of the annual accounts of the Company as of 31 December 2009 shall be held in 2010.

3) Interim dividends may also be made during the Company's first financial year.

Subscription and Payment

The subscribers declare to subscribe the shares issued as follows:

1) Mr Florian Lahnstein, aforementioned, declares to pay seventeen thousand five hundred euro (EUR 17,500.-) in subscription for three million seven hundred fifty thousand (3,750,000) shares;

2) Mr Gero Wendenburg aforementioned, declares to pay seventeen thousand five hundred euro (EUR 17,500.-) in subscription for three million seven hundred fifty thousand (3,750,000) shares;

Total: thirty-five thousand euro (EUR 35,000.-) paid for seven million five hundred thousand (7,500,000) shares.

All the shares are entirely paid up in cash, so that the amount of thirty-five thousand euro (EUR 35,000.-) is as of now available to the Company, as it has been justified to the undersigned notary.

Declaration

The undersigned notary herewith declares having verified the existence of the conditions provided for in article 26 of the law of 10 August 1915 governing commercial companies, as amended, and expressly states that they have all been complied with.

Expenses

The expenses, costs, remunerations or charges in any form whatsoever incurred by the Company or which shall be borne by the Company in connection with its incorporation are estimated to be three thousand euro (EUR 3,000.-).

General Meeting of Shareholders

The incorporating shareholders, representing the Company's entire issued share capital and considering themselves as duly convened, have immediately proceeded to a general meeting of shareholders. Having first verified that it was regularly constituted, the general meeting of shareholders has passed the following resolutions by unanimous vote.

1. The number of members of the management board is fixed at four (4), the number of members of the supervisory board is fixed at three (3) and the number of independent auditors at one (1).

2. The following persons are appointed as members of the management board of the Company for a limited period as indicated below:

- Prof. Dr. Roland Berger, consultant, born on 22 November 1937 in Berlin, Germany, residing professionally in Mies-van-der-Rohe-Str. 6, 80807 München, Germany, until the date of the shareholders meeting resolving on the approval of the annual accounts of the Company as of 31 December 2013,

- Mr Florian Lahnstein, merchant banker, born on 19 March 1965 in Düsseldorf, Germany, residing professionally in 10 Duke of York Square, London SW3 4LY, United Kingdom, until the date of the shareholders meeting resolving on the approval of the annual accounts of the Company as of 31 December 2013,

- Mr Gero Wendenburg, merchant banker, born on 14 November 1968 in Herford, Germany, residing professionally in 10 Duke of York Square, London SW3 4LY, United Kingdom, until the date of the shareholders meeting resolving on the approval of the annual accounts of the Company as of 31 December 2013, and

- Mr Christoph N. Kossmann, private employee, born on 21 June 1957 in Homburg/Saar, Germany, residing professionally in 412F, route d'Esch, L-2086 Luxembourg, until the date of the shareholders meeting resolving on the approval of the annual accounts of the Company as of 31 December 2013.

3. The following persons are appointed as members of the supervisory board of the Company for a limited period as indicated below:

- Dr. Wolfgang Clement, consultant, born on 7 July 1940 in Bochum, Germany, residing professionally in Am Hof 26a, 53113 Bonn, Germany, until the date of the shareholders meeting resolving on the approval of the annual accounts of the Company as of 31 December 2013,

- Prof. Dr. Mark Wössner, consultant, born on 14 October 1938 in Berlin, Germany, residing professionally in Delpstrasse 20, 81679 Munich, Germany, until the date of the shareholders meeting resolving on the approval of the annual accounts of the Company as of 31 December 2013,

- Prof. Dr. Manfred Lahnstein, consultant, born on 20 December 1937 in Erkrath, Germany, residing professionally in Alter Wall 2, 20457 Hamburg, Germany, until the date of the shareholders meeting resolving on the approval of the annual accounts of the Company as of 31 December 2013,

4. The remuneration of the members of the supervisory board of the Company is set at ten thousand euro (EUR 10,000) per business year for each member of the supervisory board.

5. The following entity is appointed as independent auditor of the Company:

- KPMG Audit S.à r.l., a société anonyme incorporated and existing under the laws of Luxembourg, having its registered address at 9, allée Scheffer, L-2520 Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies' Register under number B 103.590.

6. The term of office of the independent auditor shall end on the date when the general meeting of shareholders/sole shareholder, as the case may be, shall resolve upon the approval of the Company's accounts of the financial year ending in 2009 or at any time prior to such date as the general meeting of shareholders/sole shareholder, as the case may be, may determine.

7. The address of the Company's registered office is set at 412F, route d'Esch, L-2086 Luxembourg.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that, on request of the proxy holder of the appearing persons, this deed is worded in English followed by a German translation. On the request of the same appearing proxy holder and in case of divergences between the English and the German texts, the English version will be prevailing.

Whereof this notarial deed is drawn up in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, in the office of the undersigned notary, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the proxy holder of the appearing persons, the said proxy holder signed together with the notary, this original deed.

Es folgt die deutsche Übersetzung des vorangehenden Textes:

Im Jahre zweitausendneun, den sechzehnten September.

Vor dem unterzeichnenden Notar Joëlle Baden, mit Amtssitz in Luxemburg-Stadt,

Sind erschienen:

1) Herr Florian Lahnstein, Kaufmann, mit beruflicher Anschrift 10 Duke of York Square, London SW3 4LY, Großbritannien,

ordnungsgemäß vertreten durch Frau Verena Zimmermann, Rechtsanwältin, mit beruflicher Adresse in Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg,

aufgrund einer am 14. September 2009 in London, Großbritannien, erteilten privatschriftlichen Vollmacht; und

2) Herr Gero Wendenburg, Kaufmann, mit beruflicher Anschrift 10 Duke of York Square, London SW3 4LY, Großbritannien,

ordnungsgemäß vertreten durch Frau Verena Zimmermann, vorgeannt,

aufgrund einer am 14. September 2009 in London, Großbritannien, erteilten privatschriftlichen Vollmacht.

Nachdem die Vollmachten durch die Bevollmächtigte und den unterzeichnenden Notar ne varietur unterzeichnet worden sind, sollen diese der Urkunde angehängt werden, um mit dieser eingetragen zu werden.

Die erschienenen Parteien, vertreten wie vorgeannt, haben die folgende Satzung einer société anonyme ausgearbeitet, welche sie gründen möchten:

A. Firma - Dauer - Zweck - Eingetragener Sitz

Art. 1. Firma

Hierdurch besteht eine Gesellschaft in Form einer société anonyme unter der Firma "Germany2 Investment SA" (die "Gesellschaft"), deren Regeln durch das Gesetz vom 10. August 1915 über Handelsgesellschaften in der geänderten Fassung und die folgende Satzung bestimmt werden.

Art. 2. Definitionen

Erwerbszeitraum bedeutet der Zeitraum von vierundzwanzig (24) Monaten, der auf den Abwicklungszeitpunkt folgt.

Verbundenes Unternehmen bedeutet bezüglich jeder Person (a) eine Gesellschaft oder ein Unternehmen (i) das direkt oder indirekt durch eine oder mehrere Zwischenhändler die Kontrolle hat oder kontrolliert wird durch oder unter gemeinsamer Kontrolle steht durch eine solche Person (wobei "Kontrolle" (einschließlich der Begriffe "kontrollieren", "kontrolliert durch" und "unter gemeinsamer Kontrolle") die direkte oder indirekte Befugnis bedeutet, die Führung des Managements, die Richtlinien und Tätigkeiten einer Person zu bestimmen, entweder durch das Eigentum an Wertpapieren oder durch Vertrag, Stellvertretung oder anderweitig); oder (ii) bezüglich dessen eine solche Person entweder im Rechtsinne oder als wirtschaftlich Berechtigte Aktien hält, die mehr als 50 % des Aktienkapitals einer solchen Gesellschaft oder eines solchen Unternehmens darstellen; (b) ein Ehepartner, eingetragener Lebenspartner, ehemaliger Ehepartner, ehemaliger eingetragener Lebenspartner, Geschwister, Elternteil, Kind oder Stiefkind (bis zum Alter von 18 Jahren) einer solchen Person; oder (c) jede Person oder jede Personen, die in ihrer Befugnis als Treuhänder oder einer Treuhand handeln, dessen Berechtigter diese Person ist.

"Verbunden" soll die entsprechende Bedeutung haben.

Geschäftskombination bedeutet der Erwerb einer Zielgesellschaft durch Fusion, Aktientausch, Aktienkauf, Vermögenserwerb, Reorganisation oder jede andere ähnliche Transaktion innerhalb des Erwerbszeitraumes oder des verlängerten Erwerbszeitraum, falls anwendbar.

Geld auf dem Treuhandkonto bedeutet der Betrag, der sich zu jedem Bestimmungszeitpunkt auf dem Treuhandkonto befindet.

Gestundete Emissionskosten bedeutet die Kosten und Ausgaben, die die Gesellschaft den Emissionsbanken bezüglich der Vollendung des Börsenganges schuldet und für die die Zahlung vertraglich bis zur Vollendung der Geschäftskombination gestundet wurde.

Widersprechender Aktionär bedeutet jeder Aktionär, der auf der Qualifizierenden Hauptversammlung der Aktionäre gegen die Vollendung der Geschäftskombination gestimmt hat (ausschließlich jener Aktionäre, die sich der Wahl enthalten oder eine nichtige Stimme auf einer solchen Hauptversammlung der Aktionäre abgegeben haben), jedoch nur bezüglich jener Aktien, mit welchen dieser Aktionär gegen die Vollendung der Geschäftskombination gestimmt hat. Zur Vermeidung von Missverständnissen sei darauf hingewiesen, dass ein Aktionär mit einigen seiner Aktien in Zustimmung und mit einigen seiner Aktien in Ablehnung der Vollendung der Geschäftskombination stimmen darf und dass er in diesem Fall nur als Widersprechender Aktionär bezüglich der Aktien angesehen wird, mit denen er in Ablehnung der Vollendung der Geschäftskombination gestimmt hat.

Verlängerter Erwerbszeitraum bedeutet der Zeitraum von sechs (6) Monaten, der auf den Erwerbszeitraum folgt, falls die Aktionäre der Gesellschaft der Verlängerung des Erwerbszeitraumes vor seinem Ablauf in einer ordnungsgemäß einberufenen Hauptversammlung der Aktionäre mit einer Mehrheit der abgegebenen Stimmen zugestimmt haben.

Börsengang bedeutet das Erstangebot der Aktien der Gesellschaft an die Öffentlichkeit in Deutschland und Luxemburg.

Erstrückstellung im Nettoumlaufvermögen bedeutet eine Million siebenhundertfünfzigtausend Euro (EUR 1.750.000,-).

Gesetz bedeutet das Gesetz vom 10. August 1915 über Handelsgesellschaften in der geänderten Fassung.

Nettoerlös des Börsengangs bedeutet der Erlös, den die Gesellschaft durch das Angebot ihrer Aktien beim Börsengang erzielt hat, nach Abzug der Erstrückstellung im Nettoumlaufvermögen und nach Abzug aller Kosten, die bezüglich und zur Vollendung oder kurz nach Vollendung des Börsengangs angefallen sind, die aber nicht die Gestundeten Emissionskosten umfassen.

Qualifizierende Hauptversammlung der Aktionäre hat die Bedeutung, wie sie in Artikel 13.2 erklärt wird.

Realisierung bedeutet die Vollendung der Geschäftskombination durch den direkten oder indirekten Erwerb der Zielgesellschaft in der Form wie er durch die Qualifizierende Hauptversammlung der Aktionäre genehmigt wurde.

Widerrufserklärung hat die Bedeutung, wie sie in Artikel 14.3 erklärt wird.

Rückkaufspreis bedeutet zu jedem Bestimmungszeitpunkt bezüglich einer Aktie der anteilmäßige Betrag, der sich ergibt aus der Teilung von (i) Geld auf dem Treuhandkonto abzüglich der Rückstellung im Nettoumlaufvermögen, die die Erstrückstellung im Nettoumlaufvermögen übersteigt, abzüglich jeglicher Zurückgestellten Gelder durch (ii) die Anzahl der Aktien, die bei dem Börsengang ausgegeben wurde.

Zurückgestellte Gelder bedeutet der Betrag in gleicher Höhe (i) aller angefallenen und unbezahlten Steuern bezüglich des Geldes auf dem Treuhandkonto und (ii) aller Kosten und Ausgaben, die bezüglich der Verwaltung des Geldes auf dem Treuhandkonto angefallen und unbezahlt sind.

Abwicklungszeitpunkt bedeutet der Zeitpunkt, zu dem die Wertpapiere, die in dem Börsengang verkauft werden, übergeben werden.

Erlös aus den Sponsor-Optionsscheinen bedeutet der Bruttoerlös, den die Gesellschaft aus dem Verkauf an G2SV Limited Partnership der sechs Millionen (6.000.000) Optionsscheine zum Erwerb von sechs Millionen (6.000.000) Aktien in der Gesellschaft erzielt.

Zielgesellschaft bedeutet jede Gesellschaft oder Zielgeschäftstätigkeit, die auf der Qualifizierenden Hauptversammlung der Aktionäre für eine Geschäftskombination vorgeschlagen wird.

Treuhandkonto bedeutet jedes Konto, das als solches vom Vorstand bezeichnet wird und in das ein Betrag in Höhe des Nettoerlöses aus dem Börsengang und des Erlöses aus den Sponsor-Optionsscheinen einbezahlt wird.

Emissionsbanken bedeutet Deutsche Bank AG, Zweigniederlassung London, Credit Suisse und/oder Sal. Oppenheim jr. & Cie.

Rückstellung im Nettoumlaufvermögen bedeutet jede Steuer oder Kosten und Ausgaben bezüglich der Geschäftstätigkeiten der Gesellschaft, die zuvor bezahlt wurden oder angelaufen sind und nicht zuvor bezahlt wurden, vorausgesetzt, dass die Rückstellung im Nettoumlaufvermögen die kleinere Größe von (i) der Erstrückstellung im Nettoumlaufvermögen und (ii) fünf Millionen zweihundertfünfzigtausend Euro (5.250.000,-) nicht übersteigt. Um Missverständnisse zu vermeiden sei klargestellt, dass die Rückstellung im Nettoumlaufvermögen nicht die Gestundeten Unterzeichnungskosten umfasst.

Art. 3. Dauer

Die Gesellschaft wird auf unbestimmte Zeit gegründet.

Art. 4. Zweck

4.1 Während des Erwerbszeitraumes und des Verlängerten Erwerbszeitraumes, falls anwendbar, ist der Zweck der Gesellschaft die Realisierung.

4.2 Ab dem Zeitpunkt der Realisierung soll der Zweck der Gesellschaft die Verwaltung, das Halten, die Entwicklung und Realisation der Zielgesellschaft, einschließlich des Erwerbs aus Beteiligungen und Rechten jeglicher Art und jeder anderen Form von Investment in bestehenden oder zu gründenden Rechtsgebilden im Großherzogtum Luxemburg und im Ausland sein, und dies vor allem durch Zeichnung, käuflichen Erwerb, Verkauf oder Tausch von Wertpapieren oder Rechten jeglicher Art wie zum Beispiel von eigenkapitalähnlichen Instrumenten, Schuldinstrumenten, Patenten und Lizenzen.

4.3 Ab dem Zeitpunkt der Gründung der Gesellschaft kann die Gesellschaft außerdem jede Art von Sicherheit für die Erfüllung jeglicher eigener Verbindlichkeiten oder von Verbindlichkeiten jedes Unternehmens, in welchem sie eine direkte oder indirekte Beteiligung oder Rechte jeglicher Art hält oder in welches sie auf andere Weise investiert hat oder welches derselben Unternehmensgruppe angehört wie die Gesellschaft, oder von Verbindlichkeiten jedes beliebigen Vorstandsmitglieds oder jedes anderen Organs oder Befugten der Gesellschaft oder eines Unternehmens, in welchem sie eine direkte oder indirekte Beteiligung oder Rechte jeglicher Art hält oder in welches sie auf andere Weise investiert hat oder welches derselben Unternehmensgruppe angehört wie die Gesellschaft, gewähren. Die Gesellschaft kann jedem Unternehmen, in welchem sie eine direkte oder indirekte Beteiligung oder Rechte jeglicher Art hält oder in welches sie auf andere Weise investiert hat oder welches derselben Unternehmensgruppe angehört wie die Gesellschaft, Finanzmittel leihen oder dieses anderweitig unterstützen.

4.4 Die Gesellschaft kann jedwede Transaktionen vornehmen, welche direkt oder indirekt ihrem Gesellschaftszweck dient. Die Gesellschaft kann Finanzmittel beschaffen, insbesondere durch Leihen in jeglicher Form oder durch Ausgabe jedes beliebigen Wertpapiers oder Schuldpapiers, einschließlich Obligationsscheinen, Optionsscheinen oder durch Annahme jedes anderen Investments oder durch Gewährung jedes beliebigen Rechts und sich an der Gründung, Entwicklung und/oder Kontrolle jedes Unternehmens im Großherzogtum Luxemburg oder im Ausland beteiligen.

Art. 5. Sitz

Der eingetragene Sitz der Gesellschaft ist in der Stadt Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg. Innerhalb derselben Gemeinde kann der eingetragene Gesellschaftssitz durch einen Beschluss des Vorstandes verlegt werden. Er kann durch Beschluss der Hauptversammlung der Aktionäre in jede andere Gemeinde des Großherzogtums Luxemburg verlegt werden, welcher in der Weise gefasst wird wie es für eine Änderung dieser Satzung erforderlich ist. Zweigniederlassungen oder andere Geschäftsstellen können im Großherzogtum Luxemburg oder im Ausland durch einen Beschluss des Vorstandes errichtet werden.

B. Aktienkapital - Aktien - Aktienverzeichnis - Eigentum an und Übertragung von Aktien

Art. 6. Aktienkapital

6.1 Das ausgegebene Aktienkapital der Gesellschaft beträgt fünfunddreißigtausend Euro (EUR 35.000,-) bestehend aus sieben Millionen fünfhunderttausend (7.500.000) rückkaufbaren Aktien ohne Nominalwert.

6.2 Das genehmigte Aktienkapital, einschließlich des ausgegebenen Aktienkapitals, beträgt zwei Millionen dreihunderttausend dreihundertdreißig Euro und dreiunddreißig Cents (EUR 2.333.333,33) bestehend aus fünfhundert Millionen (500.000.000) rückkaufbaren Aktien. Der Vorstand wird hiermit ermächtigt, während eines Zeitraums von fünf (5) Jahren ab dem Datum der Veröffentlichung der Ermächtigung des Vorstandes, solche Aktien auszugeben und Aktienbezugsoptionen zu gewähren, Aktien auszugeben und Aktienbezugsoptionen zu gewähren, wobei eine solche Ausgabe an solche Personen und unter solchen Bedingungen erfolgt, die der Vorstand für geeignet hält. Der Vorstand wird insbesondere ermächtigt, eine solche Herausgabe vorzunehmen, ohne den bestehenden Aktionären ein Vorzugsrecht bezüglich der ausgegebenen Aktien einzuräumen.

6.3 Alle durch die Gesellschaft ausgegebenen Aktien sind rückkaufbare Aktien im Sinne von Artikel 49-8 des Gesetzes und können unter den Voraussetzungen, wie sie im Gesetz und in Artikel 14 dieser Satzung vorgesehen sind, zurückgekauft werden.

6.4 Das ausgegebene und genehmigte Aktienkapital der Gesellschaft kann durch einen Beschluss der Hauptversammlung der Aktionäre erhöht oder herabgesetzt werden, welcher in der Weise gefasst wird wie es für eine Änderung dieser Satzung erforderlich ist.

Art. 7. Aktien

7.1 Jede Aktie berechtigt zu einer (1) Stimme.

7.2 Durch den Tod, die Geschäftsunfähigkeit, die Auflösung oder den Konkurs jedes Aktionärs oder ein anderes ähnliches Ereignis, das jeden Aktionär betrifft, wird die Gesellschaft nicht aufgelöst.

Art. 8. Aktienverzeichnis

8.1 Die Aktien der Gesellschaft sind Namensaktien und können nicht in Inhaberaktien umgewandelt werden. Am eingetragenen Sitz der Gesellschaft wird ein Aktienverzeichnis aufbewahrt, wo es durch jeden Aktionär eingesehen werden kann. Dieses Aktienverzeichnis enthält insbesondere den Namen jedes Aktionärs, seinen Wohnsitz oder eingetragenen Sitz oder Hauptsitz, die Anzahl der von diesem Aktionär gehaltenen Aktien, die Angabe der auf diese Aktien geleisteten Zahlungen, jede Übertragung von Aktien und deren Datum sowie jedes über Aktien gewährte Sicherungsrecht.

8.2 Jeder Aktionär wird der Gesellschaft durch Einschreiben seine Adresse und jede diesbezügliche Änderung mitteilen. Die Gesellschaft kann sich auf die zuletzt von ihr erhaltene Adresse eines Aktionärs berufen.

8.3 Namensaktienzertifikate können durch die Gesellschaft ausgegeben und unterzeichnet werden. Solche Aktienzertifikate werden durch den Vorstandsvorsitzenden oder durch zwei (2) Vorstandsmitglieder auf Verlangen und auf Kosten des Aktionärs ausgegeben, der dies verlangt. Die Unterschriften können entweder handschriftlich oder gedruckt geleistet werden. Kein Aktionär hat das Recht, eine Zertifizierung seiner eigenen Aktien zu verlangen.

Art. 9. Eigentum an und Übertragung von Aktien

9.1 Die Aktien können ohne Seriennummer in vertretbare Wertpapierkonten bei Finanzinstituten oder anderen professionellen Treuhändern eingetragen werden. Die Aktien, die im Depot oder auf einem solchen Konto bei einem Finanzinstitut oder professionellem Treuhänder verwahrt werden, sollen auf einem Konto, das im Namen des Depotinhabers eröffnet wurde, eingetragen werden und können von einem Konto auf ein anderes Konto übertragen werden, gleichgültig ob dieses Konto von dem gleichen Finanzinstitut oder von einem anderen Finanzinstitut oder Treuhänder geführt wird. Der Depotinhaber, dessen Aktien durch solch vertretbare Wertpapierkonten gehalten werden, soll die gleichen Rechte und Pflichten haben wie wenn seine Aktien im registrierten Aktienverzeichnis der Gesellschaft eingetragen wären.

9.2 Die Gesellschaft erkennt lediglich einen (1) Inhaber pro Aktie an. Wenn eine Aktie mehreren Personen gehört, müssen sie eine einzelne Person bezeichnen, welche im Verhältnis zur Gesellschaft als Alleineigentümer der Aktie angesehen werden kann. Die Gesellschaft ist berechtigt, die Ausübung aller mit einer im Eigentum mehrerer Personen stehenden Aktie verbundenen Rechte auszusetzen bis ein einziger Eigentümer bezeichnet worden ist.

9.3 Die Aktien sind frei übertragbar.

9.4 Die Übertragung von Namensaktien, die im Aktienverzeichnis eingetragen sind und die nicht durch vertretbare Wertpapierkonten gehalten werden, wird wirksam (i) durch eine schriftliche Bestätigung der Übertragung, die durch den Zedenten und den Zessionar oder von ihren Anwälten unterzeichnet wird oder (ii) durch die Eintragung einer vom Zedenten und vom Zessionar oder von deren Vertretern datierten und unterschriebenen Übertragungserklärung ins Aktienverzeichnis oder (iii) durch Mitteilung der Übertragung an die Gesellschaft oder das Einverständnis der Gesellschaft zur Übertragung, gemäß derer jedes beliebige Vorstandsmitglied die Übertragung in das Aktienverzeichnis eintragen kann. Der Vorstand kann der Übertragung zustimmen und diese in das Aktienverzeichnis auf Grund jeglicher geeigneter Dokumente eintragen, die die Übertragung zwischen dem Zedenten und dem Zessionar belegen.

9.5 Die Rechte und Pflichten an den Aktien gehen an den Zessionar über.

9.6 Jeder Aktionär, der zusammen mit einer Person, mit der er zusammen agiert, mehr als zwanzig Prozent (20 %) der Aktien, die im Börsengang verkauft werden, erwirbt, muss der Gesellschaft hierüber eine schriftliche Bestätigung liefern.

C. Hauptversammlung der Aktionäre

Art. 10. Befugnisse der Hauptversammlung der Aktionäre

10.1 Die Aktionäre üben ihre gemeinschaftlichen Rechte in der Hauptversammlung der Aktionäre aus, die eines der Organe der Gesellschaft bildet.

10.2 Die Gesellschaft kann einen oder mehrere Aktionäre haben. Wenn die Gesellschaft nur einen Aktionär hat, übt dieser die Befugnisse der Hauptversammlung der Aktionäre aus. In einem solchen Fall und wenn der Begriff "alleiniger Aktionär" nicht ausdrücklich in dieser Satzung erwähnt ist, soll ein in dieser Satzung genannter Verweis auf die "Hauptversammlung der Aktionäre" als Verweis auf den "alleinigen Aktionär" gelesen werden.

10.3 Die Hauptversammlung der Aktionäre hat die ihr durch Gesetz oder durch diese Satzung ausdrücklich verliehenen Befugnisse.

Art. 11. Ladung der Hauptversammlung der Aktionäre

11.1 Die Hauptversammlung der Aktionäre kann jederzeit durch den Vorstand oder den Aufsichtsrat einberufen werden, wobei die Versammlung an dem in der Ladung angegebenen Ort und Datum abgehalten wird.

11.2 Auf schriftliches, die Tagesordnung enthaltendes und an den Vorstand oder den Aufsichtsrat gerichtetes Ersuchen eines (1) oder mehrerer Aktionäre, die zusammen zumindest zehn Prozent (10%) des ausgegebenen Aktienkapitals repräsentieren, muss die Hauptversammlung der Aktionäre vom Vorstand einberufen werden, um innerhalb eines Zeitraums von einem (1) Monat ab Zugang des Ersuchens an dem Ort und zu der Zeit, wie sie sich aus der Ladung zur Versammlung ergeben, abgehalten zu werden.

11.3 Eine Jahreshauptversammlung der Aktionäre muss in der Gemeinde, in der sich der eingetragene Sitz der Gesellschaft befindet, oder an jedem anderen Ort wie er sich aus der Ladung ergibt, am zweiten Dienstag des Monats Mai um 11 Uhr abgehalten werden. Ist dieser Tag ein gesetzlicher Feiertag in Luxemburg, so ist die Jahreshauptversammlung der Aktionäre am darauf folgenden Werktag abzuhalten. Der Vorstand muss die Jahreshauptversammlung der Aktionäre innerhalb eines Zeitraums von sechs (6) Monaten nach Jahresabschluss der Gesellschaft einberufen.

11.4 Die Ladung zu jeder Hauptversammlung der Aktionäre muss die Tagesordnung, den Ort, das Datum und die Uhrzeit der Versammlung enthalten. Die Ladung muss zwei Mal im offiziellen Amtsblatt von Luxemburg und in einer Tageszeitung veröffentlicht werden, wobei hierbei ein Mindestzeitraum von acht (8) Tagen zwischen den Veröffentlichungen eingehalten werden muss, und die zweite Veröffentlichung acht (8) Tage vor der Jahreshauptversammlung der Aktionäre erfolgen muss. Auf alle Formalitäten bezüglich der Ladung kann durch einstimmigen Beschluss aller Aktionäre verzichtet werden.

11.5 Ein oder mehrere Aktionäre, die insgesamt mindestens zehn Prozent (10%) des ausgegebenen Aktienkapitals der Gesellschaft repräsentieren, können ersuchen, dass ein Punkt oder mehrere Punkte der Tagesordnung jeder beliebigen Hauptversammlung der Aktionäre zugefügt wird/werden. Dieses Ersuchen muss mindestens fünf (5) Tage vor dem für die Versammlung anberaumten Datum per Einschreiben an den eingetragenen Sitz der Gesellschaft gesendet werden.

11.6 Wenn an einer Hauptversammlung der Aktionäre alle Aktionäre anwesend oder vertreten sind und erklären, dass sie über die Tagesordnung der Versammlung informiert worden sind, kann die Hauptversammlung der Aktionäre ohne vorherige Ladung abgehalten werden.

Art. 12. Abhalten von Hauptversammlungen der Aktionäre

12.1 In jeder Hauptversammlung der Aktionäre soll ein Rat der Versammlung gebildet werden, der aus einem Präsidenten, einem Sekretär und einem Prüfer besteht, die alle einzeln durch die Hauptversammlung der Aktionäre ernannt werden und die weder Aktionäre noch Vorstandsmitglieder sein müssen. Der Rat der Versammlung soll unter anderem sicherstellen, dass die Versammlung gemäß den anwendbaren Regeln und speziell im Einklang mit den Regeln über Ladung, Mehrheitserfordernisse, Stimmauszählung und Vertretung von Aktionären abgehalten wird.

12.2 In jeder Hauptversammlung muss eine Anwesenheitsliste geführt werden.

12.3 Für das wirksame Handeln und die wirksame Beschlussfassung der Hauptversammlung der Aktionäre ist kein Quorum erforderlich, sofern sich nicht aus dem Gesetz oder dieser Satzung etwas anderes ergibt.

12.4 Sofern sich nicht aus dem Gesetz oder dieser Satzung etwas anderes ergibt, werden Beschlüsse in einer ordnungsgemäß einberufenen Hauptversammlung der Aktionäre mit einfacher Mehrheit der gültig abgegebenen Stimmen gefasst und dies unabhängig von dem vertretenen Anteil am Kapital. Enthaltungen und nichtige Stimmen werden für die Berechnung der Mehrheit nicht berücksichtigt.

12.5 Ein Aktionär kann an jeder Hauptversammlung der Aktionäre teilnehmen, indem er eine andere Person, Aktionär oder nicht, durch ein unterzeichnetes Dokument, das auf dem Postweg, per Faxschreiben, per E-Mail oder durch jedwedes andere Kommunikationsmittel übermittelt wird, schriftlich bevollmächtigt, wobei eine Kopie einer solchen Bevollmächtigung hinreichender Beweis dafür ist. Eine (1) Person kann mehrere oder sogar alle Aktionäre vertreten.

12.6 Es wird vermutet, dass ein Aktionär, der an einer Hauptversammlung der Aktionäre durch Telefonkonferenz, Videokonferenz oder durch ein anderes Kommunikationsmittel teilnimmt, welches es ermöglicht, dass dieser Aktionär identifiziert werden kann und dass sich alle Personen, die an der Versammlung teilnehmen, gegenseitig durchgehend hören und sich effektiv an der Versammlung beteiligen können, für die Zusammensetzung von Quorum und Mehrheit anwesend ist.

12.7 Jeder Aktionär kann seine Stimme in einer Hauptversammlung der Aktionäre durch ein unterzeichnetes Stimmformular, welches per Post, Faxschreiben, E-Mail oder durch jedes andere Kommunikationsmittel an den eingetragenen Sitz der Gesellschaft oder an die in der Ladung genannte Adresse gesendet wird, abgeben. Die Aktionäre können nur solche Stimmformulare verwenden, die von der Gesellschaft zur Verfügung gestellt werden und zumindest den Ort, das Datum und die Uhrzeit der Versammlung, die Tagesordnung, die Beschlussvorschläge an die Versammlung sowie für jeden Vorschlag drei Kästchen enthalten, die es dem Aktionär ermöglichen, seine Stimme zugunsten oder gegen den vorgeschlagenen Beschluss abzugeben oder sich zu enthalten, indem er das entsprechende Kästchen ankreuzt oder anders markiert. Die Gesellschaft wird nur solche Stimmformulare berücksichtigen, die sie vor der Hauptversammlung der Aktionäre, auf die sie sich beziehen, erhalten hat.

12.8 Der Vorstand kann darüber hinaus alle anderen Bedingungen bestimmen, die von den Aktionären erfüllt werden müssen, damit sie an Hauptversammlungen der Aktionäre teilnehmen können.

Art. 13. Zustimmung zur Geschäftskombination

13.1 In Zusammenhang mit einer vorgeschlagenen Realisierung der Geschäftskombination soll der Vorstand eine derartige Information, die vom Vorstand für maßgeblich und relevant für die Aktionäre gehalten wird, der Hauptversammlung zu jedem Zeitpunkt unterbreiten, an dem der Vorstand eine passende Zielgesellschaft ausfindig gemacht hat.

13.2 Die Gesellschaft soll nur dann mit der vorgeschlagenen Geschäftskombination bezüglich einer vorgeschlagenen Zielgesellschaft fortfahren, wenn (i) die Hauptversammlung der Aktionäre, die zu diesem Zweck einberufen wurde, dem Vorschlag mit der Mehrheit der abgegebenen Stimmen zustimmt (wobei Enthaltungen und nichtige Stimmen nicht für die Berechnung der Mehrheit berücksichtigt werden und kein Quorum erforderlich ist) und (ii) nicht mehr als achtundzwanzig Prozent (28 %) der Widersprechenden Aktionäre den Rückkauf der zum Zeitpunkt einer solchen Hauptversammlung der Aktionäre ausgegebenen Aktien gemäß Artikel 14 dieser Satzung verlangt haben (im Folgenden die "Qualifizierende Hauptversammlung der Aktionäre").

Art. 14. Rückkauf der rückkaufbaren Aktien

14.1 Jeder Widersprechende Aktionär kann den Rückkauf unter den Bedingungen und Verfahren, die in diesem Artikel 14 beschrieben werden, von allen oder nur von einigen seiner rückkaufbaren Aktien verlangen. Falls ein Aktionär mit einigen seiner Aktien in Zustimmung und mit einigen seiner Aktien in Ablehnung der Vollendung der Geschäftskombination gestimmt hat, darf er in diesem Fall nur den Rückkauf derjenigen Aktien verlangen, mit denen er gegen die Geschäftskombination gestimmt hat. Die Aktien eines Widersprechenden Aktionärs, der sein Recht, Rückkauf gemäß den Bestimmungen dieses Artikels 14 zu verlangen, nicht ausgeübt hat, werden nicht zurückgekauft.

14.2 Der Rückkauf der rückkaufbaren Aktien unterliegt den Bestimmungen des Gesetzes und den folgenden Bedingungen:

- nur gänzlich eingezahlte Aktien können zurückgekauft werden;
- der Rückkauf kann nur durchgeführt werden, wenn hierfür Gelder verwendet werden, die entweder gemäß Artikel 72-1 des Gesetzes zur Ausschüttung an die Aktionäre zur Verfügung stehen oder die durch eine neue Ausgabe mit dem Zweck eines solchen Rückkaufs erzielt wurden;
- ein Betrag in der Höhe des Nennwertes oder falls nicht vorhanden, des Nominalwertes aller Aktien, die zurückgekauft werden, muss in einer Rücklage gehalten werden, der nicht, außer im Falle einer Kapitalherabsetzung des gezeichneten Kapitals, an die Aktionäre ausgeschüttet werden darf; diese Rücklage kann nur dazu verwendet werden, um das gezeichnete Kapital durch Ausschüttung der Rücklagen zu erhöhen (diese Rücklage ist nicht erforderlich im Falle eines Rückkaufs, der den Erlös einer neuen Ausgabe verwendet, die zu dem Zweck, einen solchen Rückkauf durchzuführen, erfolgt ist); und
- der Rückkauf in Übereinstimmung mit den Bestimmungen des Gesetzes veröffentlicht wurde.

Falls der vorgeschlagenen Geschäftskombination nicht durch die Qualifizierende Hauptversammlung der Aktionäre zugestimmt wird oder die Realisierung nach Zustimmung zur Geschäftskombination nicht eintritt, wird jede Rückkaufsanzeige, die bezüglich dieser Geschäftskombination an die Gesellschaft abgegeben wurde, unwirksam.

Jede Aktie wird zum Rückkaufspreis zurückgekauft.

14.3 Jeder Widersprechende Aktionär, der den Rückkauf einiger oder aller seiner Aktien verlangen will, muss der Gesellschaft per Einschreiben oder international anerkanntem Kurierdienst eine schriftliche Anzeige machen, die von der Gesellschaft nicht mehr als fünf (5) Tage vor der Qualifizierenden Hauptversammlung der Aktionäre empfangen werden darf und die (i) die Anzahl der Aktien, bezüglich derer der Rückkauf verlangt wird und (ii) seine Bankkontodaten enthält (im Folgenden die "Rückkaufsanzeige"). Jede Rückkaufsanzeige ist ganz oder teilweise durch eine schriftliche Mitteilung gegenüber der Gesellschaft oder durch Rückzug der Aktien, die der Gesellschaft übergeben wurden, widerrufbar. In jedem Fall muss die schriftliche Mitteilung vor dem Zeitpunkt des Rückkaufs empfangen oder erbracht werden.

14.4 Jeder Widersprechende Aktionär muss gegenüber der Gesellschaft folgenden Beweis erbringen (i) über die Anzahl der Aktien, mit der er auf der Qualifizierenden Hauptversammlung der Aktionäre persönlich oder durch Stellvertretung gegen die Geschäftskombination gestimmt hat und (ii) dass er die rückkaufbaren Aktien, die er der Gesellschaft zum Rückkauf angeboten hat, hinsichtlich eines solchen Rückkaufs übertragen hat. Der Vorstand kann in der Ladung zur Qualifizierenden Hauptversammlung der Aktionäre zusätzliche Bedingungen festlegen, die von den Bedingungen des Artikels 14.3 und 14.4 abweichen.

14.5 Ein Widersprechender Aktionär kann, zusammen mit jedem Verbundenen Unternehmen oder mit jeder anderen Person, mit der dieser Widersprechende Aktionär gemeinschaftlich handelt, nicht mehr als zwanzig Prozent (20 %) der rückkaufbaren Aktien, die zum Zeitpunkt der Qualifizierenden Hauptversammlung der Aktionäre im Umlauf sind, zurückkaufen.

14.6 Die Gesellschaft soll innerhalb von vierzehn (14) Tagen nach der Qualifizierenden Hauptversammlung der Aktionäre jedem Widersprechenden Aktionär, der sein Rückkaufsrecht ausgeübt hat, schriftlich oder durch öffentliche Mitteilung durch eine Rückkaufsmittteilung bestätigen, (i) ob sein Verlangen in Übereinstimmung mit den Bedingungen dieser Satzung und des Gesetzes geltend gemacht wurde und deshalb gewährt wird, (ii) den Zeitpunkt des Rückkaufs, der auf keinen Fall später als sechzig (60) Tage nach Realisierung liegen darf, und (iii) den Rückkaufspreis. Der Rückkaufspreis ist an dem genannten Rückkaufszeitpunkt zahlbar.

14.7 Die zurückgekauften Aktien gewähren weder Stimmrechte noch das Recht, Dividendenausschüttungen oder Liquidationserlöse zu erhalten.

14.8 Die Aktionäre gewähren eine unwiderrufliche Vollmacht an den Vorstand, um jegliche Aussage zu machen, jegliche Dokumente zu unterzeichnen, jegliche Verzeichnisse zu erschaffen oder zu verändern und alles zu tun, was rechtlich zulässig, notwendig oder schlicht nützlich in Hinblick auf die Erfüllung jedes Aktienrückkaufs in Übereinstimmung mit diesem Artikel 14 ist und um in Übereinstimmung mit luxemburgischen Rechts jede Registrierung mit dem Luxemburgischen Handels- und Gesellschaftsregister und jede Veröffentlichung im Luxemburgischen Amtsblatt zu veranlassen.

Art. 15. Realisierung

15.1 Nach der Realisierung soll sich der Vorstand ohne schuldhaftes Zögern treffen, um zu bestätigen, dass die Realisierung eingetreten ist.

15.2 Die Gesellschaft soll in Liquidierung gesetzt werden, wenn die Realisierung nicht an oder vor dem letzten Tag des Erwerbszeitraumes oder des Verlängerten Erwerbszeitraumes, falls anwendbar, eingetreten ist. In einem solchen Fall soll der Vorstand eine Hauptversammlung der Aktionäre ohne schuldhaftes Zögern einberufen, die über (i) die Auflösung der Gesellschaft und (ii) die Ernennung und Befugnisse von einem oder mehreren Liquidatoren entscheidet.

Art. 16. Änderung der Satzung

Unter den gesetzlichen Bedingungen kann diese Satzung durch einen Beschluss der Hauptversammlung der Aktionäre abgeändert werden, welcher mit einer Zweidrittelmehrheit der gültig abgegebenen Stimmen in einer solchen Versammlung gefasst wird, an der zumindest die Hälfte des ausgegebenen Aktienkapitals der Gesellschaft anwesend oder vertreten ist. Falls dieses Quorum nicht erreicht wird, soll eine zweite Hauptversammlung der Aktionäre in Übereinstimmung mit dem Gesetz einberufen werden, bei der kein Quorum erforderlich ist, die jedoch die Satzungsänderung mit zwei Drittel der abgegebenen Stimmen beschließen muss. Stimmenthaltungen und ungültige Stimmen werden bei der Berechnung der Mehrheit nicht berücksichtigt.

Art. 17. Vertagung von Hauptversammlungen der Aktionäre

Unter den gesetzlichen Bedingungen kann der Vorstand jede bereits begonnene Hauptversammlung der Aktionäre einschließlich jeder zu einer Satzungsänderung einberufenen Hauptversammlung der Aktionäre auf bis zu vier (4) Wochen vertagen. Der Vorstand muss eine bereits begonnene Hauptversammlung der Aktionäre vertagen, wenn dies von einem oder von mehreren Aktionären beantragt wird, welche insgesamt mindestens zwanzig Prozent (20%) des ausgegebenen Aktienkapitals der Gesellschaft repräsentieren. Im Falle einer solchen Vertagung einer bereits begonnenen Hauptversammlung der Aktionäre wird jeder in dieser Versammlung bereits getroffene Beschluss wieder aufgehoben.

Art. 18. Protokoll von Hauptversammlungen der Aktionäre

18.1 Der Rat der Hauptversammlung der Aktionäre muss ein Protokoll der Versammlung aufnehmen, welches von seinen Mitgliedern sowie von jedem Aktionär, der dies ersucht, unterzeichnet wird.

18.2 Falls die Gesellschaft nur einen alleinigen Aktionär hat, muss dieser ein Protokoll über die von ihm gefassten Beschlüsse aufnehmen und unterzeichnen.

18.3 Jede Kopie und jeder Auszug solcher urschriftlichen Protokolle, welche in Gerichtsverfahren verwendet werden sollen oder welche einem Dritten zugänglich gemacht werden sollen, müssen, wenn die Versammlung in einer notariellen Urkunde aufgenommen wurde, von dem Notar, der die Originalurkunde aufgenommen hat, beglaubigt werden, oder durch den Vorstandsvorsitzenden oder durch zwei beliebige Vorstandsmitglieder oder durch den alleinigen Vorstand unterzeichnet werden.

D. Geschäftsführung

Art. 19. Zweistufige Geschäftsführungsstruktur und Befugnisse des Vorstandes

19.1 Die Geschäftsführung der Gesellschaft unterliegt den Vorschriften des Artikel 60bis-1 bis 60bis-19 des Gesetzes, sofern in den Bestimmungen der Artikel dieser Satzung nichts Anderweitiges geregelt ist. Die Gesellschaft wird durch den Vorstand geführt, dessen Mitglieder nicht Aktionäre sein müssen und die ihre Aufgaben unter der Kontrolle des Aufsichtsrates ausführen.

19.2 Der Vorstand verfügt über die weitestgehenden Befugnisse, alle Handlungen vorzunehmen, die zur Erfüllung des Gesellschaftszwecks notwendig oder nützlich sind, mit Ausnahme der durch Gesetz oder durch diese Satzung der Hauptversammlung den Aktionären und dem Aufsichtsrat vorbehaltenen Handlungen.

19.3 Gemäß Artikel 60 des Gesetzes können die Führung des Tagesgeschäfts der Gesellschaft und die Vertretung innerhalb dieser Führung des Tagesgeschäfts einem (1) oder mehreren Vorstandsmitgliedern oder anderen Personen, gleichgültig ob sie Aktionäre sind oder nicht, allein oder gemeinschaftlich übertragen werden. Ihre Ernennung, Abberufung and ihre Befugnisse werden durch Beschluss des Vorstandes festgesetzt.

19.4 Die Gesellschaft kann durch notarielle oder privatschriftliche Urkunde auch spezielle Vollmachten an jedwede Person erteilen, die alleine oder gemeinschaftlich mit anderen als Beauftragter der Gesellschaft handeln soll.

Art. 20. Zusammensetzung des Vorstandes

20.1 Der Vorstand setzt sich aus mindestens drei (3) Mitgliedern zusammen.

20.2 Der Vorstand wählt aus seiner Mitte einen Vorstandsvorsitzenden. Er kann auch einen Sekretär ernennen, der weder Aktionär noch Mitglied des Vorstandes sein muss.

Art. 21. Wahl und Abberufung von Vorstandsmitgliedern und Amtszeit

21.1 Vorstandsmitglieder werden durch den Aufsichtsrat gewählt, der ihre Bezahlung und Amtszeit festlegt.

21.2 Wenn eine juristische Person als Vorstandsmitglied der Gesellschaft gewählt wird, muss diese eine natürliche Person als dauerhaften Vertreter benennen, welche diese Rolle im Namen und für Rechnung der juristischen Person ausübt. Die betreffende juristische Person kann nur dann ihren dauerhaften Vertreter abberufen, wenn sie zur gleichen Zeit einen Nachfolger ernannt. Eine natürliche Person kann der dauerhafte Vertreter nur eines (1) Vorstandsmitglieds sein. Eine natürliche Person kann nicht gleichzeitig auch das Amt eines Vorstandsmitglieds oder eines Aufsichtsratsmitglieds innehaben.

21.3 Jedes Vorstandsmitglied kann jederzeit, fristlos und ohne Grund durch den Aufsichtsrat abberufen werden.

21.4 Die Amtszeit eines Vorstandsmitglieds darf nicht länger als sechs (6) Jahre betragen, und jedes Vorstandsmitglied muss sein Amt weiter ausüben bis sein Nachfolger gewählt wurde. Jedes Vorstandsmitglied kann auch für aufeinander folgende Zeiträume wiedergewählt werden.

Art. 22. Verhinderung eines Vorstandsmitglieds

22.1 Wenn das Amt eines Vorstandsmitglieds wegen Todes, Geschäftsunfähigkeit, Konkurs, Ausscheidens oder aus einem anderem Grund unbesetzt ist, kann die unbesetzte Stelle durch die übrigen Vorstandsmitglieder vorübergehend besetzt werden, und zwar bis zur nächsten Aufsichtsratssitzung, die über eine dauerhafte Besetzung bestimmt.

22.2 In jedem Falle der Verhinderung eines Vorstandsmitglieds kann der Aufsichtsrat alternativ eines (1) seiner Mitglieder ernennen, um die Funktion als Vorstandsmitglied auszuüben. Sein Mandat als Aufsichtsratsmitglied ist für die Zeit seiner Ernennung als Vorstandsmitglied aufgehoben. Die Aufsichtsratssitzung, die über eine endgültige Ernennung entscheiden soll, soll ohne schuldhaftes Zögern stattfinden.

Art. 23. Ladung zu Vorstandssitzungen

23.1 Der Vorstand versammelt sich auf Einberufung durch seinen Präsidenten oder durch zwei (2) seiner Mitglieder an dem in der Ladung zur Sitzung angegebenen Ort wie im nächsten Absatz beschrieben.

23.2 Die Vorstandsmitglieder müssen mindestens vierundzwanzig (24) Stunden vor dem für die Sitzung anberaumten Datum zu jeder Vorstandssitzung per Post, Faxschreiben, E-Mail oder durch jedes andere Kommunikationsmittel schriftlich geladen werden, außer im Notfall, in welchem die Art und die Gründe des Notfalls in der Ladung zu bezeichnen sind. Eine Ladung ist nicht notwendig im Falle des schriftlichen und unterzeichneten Einverständnisses jedes Vorstandsmitglieds per Post, Faxschreiben, E-Mail oder durch jedes andere Kommunikationsmittel, wobei eine Kopie dieses unterzeichneten schriftlichen Einverständnisses hinreichender Beweis dafür ist. Auch ist eine Ladung zu Vorstandssitzungen nicht erforderlich, welche zu einer Zeit und an einem Ort stattfinden sollen wie dies in einem vorausgehenden Beschluss des Vorstandes bestimmt wurde. Eine Ladung soll ferner dann nicht erforderlich sein, wenn alle Vorstandsmitglieder anwesend oder vertreten sind, oder im Falle von schriftlichen Umlaufbeschlüssen gemäß dieser Satzung.

Art. 24. Verlauf von Vorstandssitzungen

24.1 Vorstandssitzungen werden durch den Vorstandsvorsitzenden geleitet. In seiner Abwesenheit kann der Vorstand ein anderes Vorstandsmitglied als vorübergehenden Vorstandsvorsitzenden ernennen.

24.2 Der Vorstand kann nur dann wirksam handeln und abstimmen, wenn mindestens die Hälfte seiner Mitglieder an der Sitzung anwesend oder vertreten ist.

24.3 Beschlüsse werden mit der Mehrheit der Stimmen der an einer Vorstandssitzung anwesenden oder vertretenen Mitglieder gefasst. Der Vorstandsvorsitzende soll keine entscheidende Stimme haben.

24.4 Ein Vorstandsmitglied kann an einer Vorstandssitzung teilnehmen, indem es ein anderes Vorstandsmitglied schriftlich per Post, Faxschreiben, E-Mail oder durch jedes andere Kommunikationsmittel bevollmächtigt, wobei eine Kopie der Bevollmächtigung hinreichender Beweis dafür ist. Jedes Vorstandsmitglied kann einen oder mehrere seiner Kollegen vertreten.

24.5 Es wird vermutet, dass ein Vorstandsmitglied, das an einer Sitzung durch Telefonkonferenz, Videokonferenz oder durch ein anderes Kommunikationsmittel teilnimmt, welches es ermöglicht, dass dieses Mitglied identifiziert werden kann und dass sich alle Personen, die an der Sitzung teilnehmen, gegenseitig durchgehend hören und effektiv an der Sitzung teilnehmen können, für die Zusammensetzung von Quorum und Mehrheit anwesend ist.

24.6 Der Vorstand kann einstimmig schriftliche Beschlüsse fassen, welche dieselbe Wirkung haben wie in einer ordnungsgemäß geladenen und abgehaltenen Sitzung gefasste Beschlüsse. Solche schriftlichen Beschlüsse sind gefasst, wenn sie durch alle Vorstandsmitglieder auf einem einzigen Dokument oder auf verschiedenen Duplikaten datiert und unterzeichnet worden sind, wobei eine Kopie der Unterschrift, die per Post, per Faxschreiben, per E-Mail oder durch jedes andere Kommunikationsmittel gesendet wurde, hinreichender Beweis dafür ist. Das Dokument, das alle Unterschriften enthält, oder die Gesamtheit aller Duplikate, je nach Lage des Falles, stellt das Schriftstück dar, welches das Fassen der Beschlüsse beweist, und das Datum der letzten Unterschrift gilt als das Datum solcher Beschlüsse. Die Tatsache, dass sich ein Vorstandsmitglied der Entscheidung über eine Transaktion gemäß Artikel 24.7 enthalten muss, berührt nicht die

Wirksamkeit eines schriftlichen Umlaufbeschlusses des Vorstandes, wenn alle Vorstandsmitglieder mit dieser Vorgehensweise einverstanden sind.

24.7 Unbeschadet etwaiger gesetzlicher Vorschriften muss jedes Vorstandsmitglied, das an einer Transaktion, die dem Vorstand zur Entscheidung vorliegt, direkt oder indirekt ein vermögensrechtliches Interesse hat, welches mit dem Interesse der Gesellschaft in Konflikt steht, den Vorstand über diesen Interessenkonflikt informieren, und seine Erklärung muss im Protokoll der betreffenden Sitzung aufgenommen werden. Das betreffende Vorstandsmitglied kann weder an der Beratung über die in Frage stehende Transaktion teilnehmen, noch darüber abstimmen. Die nächste Hauptversammlung der Aktionäre muss vor Fassen jedweden Beschlusses betreffend einen Tagesordnungspunkt über einen solchen Interessenskonflikt informiert werden. Wenn die Gesellschaft ein einziges Vorstandsmitglied hat und dieses Vorstandsmitglied in einer zwischen ihm und der Gesellschaft geschlossenen Transaktion direkt oder indirekt ein vermögensrechtliches Interesse hat, welches mit dem Interesse der Gesellschaft in Konflikt steht, muss dieser Interessenskonflikt im Protokoll über die betreffende Transaktion aufgenommen werden und die Zustimmung des Aufsichtsrates über die betreffende Transaktion eingeholt werden.

24.8 Wenn sich ein Vorstandsmitglied der Stimmabgabe gemäß dieses Artikels 24.7 enthält, sind die Beschlüsse, die mit der Mehrheit der übrigen anwesenden oder vertretenen Vorstandsmitglieder gefasst werden, wirksam.

Art. 25. Protokoll von Vorstandssitzungen

25.1 Der Sekretär oder, wenn ein solcher nicht ernannt worden ist, der Vorstandsvorsitzende soll ein Protokoll über jede Vorstandssitzung aufnehmen, welches vom Vorstandsvorsitzendem und vom Sekretär, falls vorhanden, unterzeichnet wird. In Abwesenheit des Sekretärs soll das Protokoll von zwei (2) beliebigen Vorstandsmitgliedern unterzeichnet werden.

25.2 Jede Kopie und jeder Auszug solcher urschriftlichen Protokolle, die in einem Gerichtsverfahren verwendet oder die Dritten zugänglich gemacht werden sollen, sollen vom Vorstandsvorsitzenden oder von zwei (2) beliebigen Vorstandsmitgliedern unterzeichnet werden.

Art. 26. Geschäfte mit Dritten

Die Gesellschaft wird gegenüber Dritten unter allen Umständen durch die gemeinsame Unterschrift von zwei (2) Vorstandsmitgliedern oder durch die Unterschrift des alleinigen Vorstandes oder durch die gemeinsame Unterschrift oder die alleinige Unterschrift jedweder Person(en) gebunden, der/denen eine solche Unterschriftsbefugnis durch den Vorstand oder den alleinigen Vorstand übertragen worden ist. In den Grenzen des Tagesgeschäfts wird die Gesellschaft gegenüber Dritten durch die Unterschrift jedweder Person(en) gebunden, der/denen diese Befugnis in Verbindung mit dem Tagesgeschäft der Gesellschaft gemäß den Regeln dieser Übertragung allein oder gemeinschaftlich handelnd übertragen wurde.

Art. 27. Befugnisse des Aufsichtsrates

27.1 Der Aufsichtsrat, dessen Mitglieder nicht Aktionäre der Gesellschaft sein müssen, ist mit der laufenden Überwachung und Kontrolle der Geschäftsführung der Gesellschaft durch den Vorstand betraut. Der Aufsichtsrat darf sich in keinem Fall in diese Geschäftsführung einmischen.

27.2 Der Aufsichtsrat hat ein uneingeschränktes Informationsrecht über alle Tätigkeiten der Gesellschaft und darf in jedes Schriftstück der Gesellschaft Einsicht nehmen. Er darf vom Vorstand verlangen, ihm jegliche Information zur Verfügung zu stellen, die für die Ausübung seiner Funktion erforderlich ist. Er darf weiter jegliche Überprüfung vornehmen, die er zur Ausübung seiner Funktion für erforderlich hält.

27.3 Der Vorstand muss mindestens alle drei (3) Monate einen schriftlichen Bericht über die Geschäfte der Gesellschaft und die vorhersehbare diesbezügliche zukünftige Entwicklung abfassen und an den Aufsichtsrat adressieren. Der Vorstand soll außerdem den Aufsichtsrat über jedes Ereignis, das einen entscheidenden Einfluss auf die Gesellschaft haben kann, informieren.

Art. 28. Zusammensetzung des Aufsichtsrats

28.1 Der Aufsichtsrat setzt sich aus mindestens drei (3) Mitgliedern zusammen.

28.2 Der Aufsichtsrat wählt aus seiner Mitte einen Aufsichtsratsvorsitzenden. Er kann auch einen Sekretär ernennen, der weder Aktionär noch Aufsichtsratsmitglied sein muss.

28.3 Gemäß den Bestimmungen des Artikels 22.2 kann ein Vorstandsmitglied nicht zur gleichen Zeit auch Aufsichtsratsmitglied sein.

Art. 29. Wahl und Abberufung von Aufsichtsratsmitgliedern und Amtszeit

29.1 Aufsichtsratsmitglieder werden durch die Hauptversammlung der Aktionäre gewählt, die ihre Bezahlung und Amtszeit festlegt.

29.2 Wenn eine juristische Person als Aufsichtsratsmitglied der Gesellschaft gewählt wird, muss diese eine natürliche Person als dauerhaften Vertreter benennen, welche diese Rolle im Namen und für Rechnung der juristischen Person ausübt. Die betreffende juristische Person kann nur dann ihren dauerhaften Vertreter abberufen, wenn sie zur gleichen Zeit einen Nachfolger ernennt. Eine natürliche Person kann der dauerhafte Vertreter nur eines (1) Aufsichtsratsmitglieds sein. Eine natürliche Person kann nicht gleichzeitig auch das Amt eines Aufsichtsratsmitglieds oder eines Aufsichtsratsmitglieds innehaben.

29.3 Jedes Aufsichtsratsmitglied kann jederzeit, fristlos und ohne Grund durch die Hauptversammlung der Aktionäre abberufen werden.

29.4 Die Amtszeit eines Aufsichtsratsmitglieds kann nicht länger als sechs (6) Jahre betragen, und jedes Aufsichtsratsmitglied muss sein Amt solange weiter ausüben, bis sein Nachfolger gewählt wurde. Jedes Aufsichtsratsmitglied kann auch für aufeinander folgende Zeiträume wiedergewählt werden.

Art. 30. Verhinderung eines Aufsichtsratsmitglieds

30.1 Wenn das Amt eines Aufsichtsratsmitglieds wegen Todes, Geschäftsunfähigkeit, Konkurs, Ausscheidens oder aus einem anderem Grund unbesetzt ist, kann die unbesetzte Stelle durch die übrigen Aufsichtsratsmitglieder vorübergehend besetzt werden, und zwar bis zur nächsten Hauptversammlung der Aktionäre, die über eine dauerhafte Besetzung bestimmt.

30.2 Wenn im Falle von mehreren Aktionären die Gesamtanzahl der Aufsichtsratsmitglieder unter drei (3) oder unter eine sich eventuell aus dieser Satzung ergebende höhere Mindestzahl fällt, so muss diese freie Stelle unverzüglich entweder durch die Hauptversammlung der Aktionäre oder durch die verbleibenden Aufsichtsratsmitglieder, die über eine vorübergehende Ernennung eines neuen Aufsichtsratsmitglieds entscheiden, besetzt werden, und zwar bis zur nächsten Hauptversammlung der Aktionäre, welche über die dauerhafte Besetzung bestimmt.

Art. 31. Ladung zu Aufsichtsratssitzungen

31.1 Der Aufsichtsrat versammelt sich auf Einberufung durch den Aufsichtsratsvorsitzenden oder durch zwei (2) seiner Mitglieder mindestens zwei Mal im Jahr an dem in der Ladung zur Sitzung angegebenen Ort. Der Aufsichtsrat muss auf Verlangen des Vorstandes einberufen werden. Der Aufsichtsrat darf die Vorstandsmitglieder einladen, an der Aufsichtsratssitzung mit beratender Funktion teilzunehmen.

31.2 Die Aufsichtsratsmitglieder müssen mindestens vierundzwanzig (24) Stunden vor dem für die Sitzung anberaumten Datum zu jeder Aufsichtsratssitzung per Post, Faxschreiben, E-Mail oder durch jedes andere Kommunikationsmittel schriftlich geladen werden, außer im Notfall, in welchem die Art und die Gründe des Notfalls in der Ladung zu bezeichnen sind. Eine Ladung ist nicht notwendig im Falle des schriftlichen und unterzeichneten Einverständnisses jedes Aufsichtsratsmitglieds per Post, Faxschreiben, E-Mail oder durch jedes andere Kommunikationsmittel, wobei eine Kopie dieses unterzeichneten schriftlichen Einverständnisses hinreichender Beweis dafür ist. Auch ist eine Ladung zu Aufsichtsratssitzungen nicht erforderlich, welche zu einer Zeit und an einem Ort stattfinden sollen wie dies in einem vorausgehenden Beschluss des Aufsichtsrats bestimmt wurde. Eine Ladung soll ferner dann nicht erforderlich sein, wenn alle Aufsichtsratsmitglieder anwesend oder vertreten sind, oder im Falle von schriftlichen Umlaufbeschlüssen gemäß dieser Satzung.

Art. 32. Verlauf von Aufsichtsratssitzungen

32.1 Aufsichtsratssitzungen werden durch den Aufsichtsratsvorsitzenden geleitet. In seiner Abwesenheit kann der Aufsichtsrat ein anderes Aufsichtsratsmitglied als vorübergehenden Aufsichtsratsvorsitzenden ernennen.

32.2 Der Aufsichtsrat kann nur dann wirksam handeln und abstimmen, wenn mindestens die Hälfte seiner Mitglieder an der Sitzung anwesend oder vertreten ist.

32.3 Beschlüsse werden mit der Mehrheit der Stimmen der an einer Aufsichtsratssitzung anwesenden oder vertretenen Mitglieder gefasst. Der Aufsichtsratsvorsitzende soll keine entscheidende Stimme haben.

32.4 Ein Aufsichtsratsmitglied kann an einer Aufsichtsratssitzung teilnehmen, indem es ein anderes Aufsichtsratsmitglied schriftlich per Post, Faxschreiben, E-Mail oder durch jedes andere Kommunikationsmittel bevollmächtigt, wobei eine Kopie der Bevollmächtigung hinreichender Beweis dafür ist. Jedes Aufsichtsratsmitglied kann einen (1) oder mehrere seiner Kollegen vertreten.

32.5 Es wird vermutet, dass ein Aufsichtsratsmitglied, das an einer Sitzung durch Telefonkonferenz, Videokonferenz oder durch ein anderes Kommunikationsmittel teilnimmt, welches es ermöglicht, dass dieses Mitglied identifiziert werden kann und dass sich alle Personen, die an der Sitzung teilnehmen, gegenseitig durchgehend hören und effektiv an der Sitzung teilnehmen können, für die Zusammensetzung von Quorum und Mehrheit anwesend ist.

32.6 Der Aufsichtsrat kann einstimmig schriftliche Beschlüsse fassen, welche dieselbe Wirkung haben wie in einer ordnungsgemäß geladenen und abgehaltenen Sitzung gefasste Beschlüsse. Solche schriftlichen Beschlüsse sind gefasst, wenn sie durch alle Aufsichtsratsmitglieder auf einem einzigen Dokument oder auf verschiedenen Duplikaten datiert und unterzeichnet worden sind, wobei eine Kopie der Unterschrift, die per Post, per Faxschreiben, per E-Mail oder durch jedes andere Kommunikationsmittel gesendet wurde, hinreichender Beweis dafür ist. Das Dokument, das alle Unterschriften enthält, oder die Gesamtheit aller Duplikate, je nach Lage des Falles, stellt das Schriftstück dar, welches das Fassen der Beschlüsse beweist, und das Datum der letzten Unterschrift gilt als das Datum solcher Beschlüsse. Die Tatsache, dass sich ein Aufsichtsratsmitglied der Entscheidung über eine Transaktion gemäß Artikel 32.7 enthalten muss, berührt nicht die Wirksamkeit eines schriftlichen Umlaufbeschlusses des Aufsichtsrates, wenn alle Aufsichtsratsmitglieder mit dieser Vorgehensweise einverstanden sind.

32.7 Unbeschadet etwaiger gesetzlicher Vorschriften muss jedes Aufsichtsratsmitglied, das an einer Transaktion, die dem Vorstand zur Entscheidung vorliegt, direkt oder indirekt ein vermögensrechtliches Interesse hat, welches mit dem Interesse der Gesellschaft in Konflikt steht, den Aufsichtsrat über diesen Interessenkonflikt informieren, und seine Erklärung muss im Protokoll der betreffenden Sitzung aufgenommen werden. Das betreffende Aufsichtsratsmitglied kann

weder an der Beratung über die in Frage stehende Transaktion teilnehmen, noch darüber abstimmen. Die nächste Hauptversammlung der Aktionäre muss vor Fassen jedweden Beschlusses betreffend einen Tagesordnungspunkt über einen solchen Interessenskonflikt informiert werden. Wenn die Gesellschaft ein einziges Aufsichtsratsmitglied hat und dieses Aufsichtsratsmitglied in einer zwischen ihm und der Gesellschaft geschlossenen Transaktion direkt oder indirekt ein vermögensrechtliches Interesse hat, welches mit dem Interesse der Gesellschaft in Konflikt steht, muss dieser Interessenskonflikt im Protokoll über die betreffende Transaktion aufgenommen werden.

32.8 Wenn sich ein Aufsichtsratsmitglied der Stimmabgabe gemäß dieses Artikels 32.7 enthält, sind die Beschlüsse, die mit der Mehrheit der übrigen anwesenden oder vertretenen Aufsichtsratsmitglieder gefasst werden, wirksam.

Art. 33. Protokoll von Aufsichtsratssitzungen

33.1 Der Sekretär oder, wenn ein solcher nicht ernannt worden ist, der Aufsichtsratsvorsitzende soll ein Protokoll über jede Aufsichtsratssitzung aufnehmen, welches vom Aufsichtsratsvorsitzendem und vom Sekretär, falls vorhanden, unterzeichnet wird. In Abwesenheit des Sekretärs soll das Protokoll von zwei (2) beliebigen Aufsichtsratsmitgliedern unterzeichnet werden.

33.2 Jede Kopie und jeder Auszug solcher urschriftlichen Protokolle, die in einem Gerichtsverfahren verwendet oder die Dritten zugänglich gemacht werden sollen, sollen vom Aufsichtsratsvorsitzenden oder von zwei (2) beliebigen Aufsichtsratsmitgliedern unterzeichnet werden.

Art. 34. Angelegenheiten, die der vorherigen Zustimmung des Aufsichtsrats bedürfen

34.1 Jeder Vorschlag an die Aktionäre bezüglich einer Geschäftskombination bedarf der vorherigen Zustimmung des Aufsichtsrates, falls (i) ein Vorstandsmitglied einem Interessenskonflikt hinsichtlich dieser Geschäftskombination unterliegt oder (ii) die Unterzeichner oder Banken oder andere Vermittler, die in den Börsengang involviert sind oder jedes ihrer Verbundenen Unternehmen mit der Zielgesellschaft oder deren Aktionären verbunden ist. In beiden Fällen soll die Gesellschaft ein Rechtsgutachten einer unabhängigen Investmentbank erwirken, das besagt, dass die Geschäftskombination mit der Zielgesellschaft aus finanzieller Sicht für die Aktionäre der Gesellschaft angemessen ist.

34.2 Wenn der Aufsichtsrat sich weigert, die vorherige Zustimmung für eine Angelegenheit, die der vorherigen Zustimmung im Sinne dieses Artikels 34.1 bedarf, zu erteilen, darf der Vorstand diese Angelegenheit den Aktionären in der nächsten Hauptversammlung der Aktionäre vorlegen. Wenn die Hauptversammlung der Aktionäre dieser Angelegenheit zustimmt, gilt die Zustimmung des Aufsichtsrats als gegeben. Wenn die Hauptversammlung der Aktionäre die Zustimmung verweigert, gilt die Zustimmung als verweigert.

E. Unabhängige(r) Buchprüfer

Art. 35. Unabhängige(r) Buchprüfer

35.1 Die Geschäfte der Gesellschaft werden durch einen oder mehrere unabhängige Buchprüfer beaufsichtigt, die unter den Mitgliedern des Instituts der Wirtschaftsprüfer (Institut des réviseurs d'entreprise) in Übereinstimmung mit dem Gesetz ausgewählt werden.

35.2 Die Hauptversammlung der Aktionäre soll die Anzahl der unabhängigen Buchprüfer bestimmen, sie ernennen und ihre Bezahlung und Amtszeit festlegen, welche nicht mehr als sechs (6) Jahre betragen darf. Ein ehemaliger oder derzeitiger unabhängiger Buchprüfer kann von der Hauptversammlung der Aktionäre wieder ernannt werden.

35.3 Jeder unabhängige Buchprüfer kann jederzeit fristlos und ohne Grund von der Hauptversammlung der Aktionäre abberufen werden.

35.4 Im Falle einer Verringerung der Anzahl der unabhängigen Buchprüfer durch Tod oder auf andere Weise um mehr als die Hälfte muss der Vorstand die Hauptversammlung der Aktionäre unverzüglich einberufen, um die freigewordene (n) Stelle(n) zu besetzen.

F. Geschäftsjahr - Gewinne - Zwischendividenden - Emissionsagio

Art. 36. Geschäftsjahr

Das Geschäftsjahr der Gesellschaft beginnt am ersten Januar jedes Jahres und endet am einunddreißigsten Dezember desselben Jahres.

Art. 37. Gewinne

37.1 Vom jährlichen Nettogewinn der Gesellschaft werden mindestens fünf Prozent (5%) der gesetzlichen Rücklage der Gesellschaft zugeführt. Diese Zuführung soll dann nicht mehr verpflichtend sein, sobald und so lange die Gesamtsumme der Rücklage der Gesellschaft zehn Prozent (10%) des ausgegebenen Kapitals der Gesellschaft beträgt.

37.2 Im Falle einer Herabsetzung des Aktienkapitals kann die gesetzliche Rücklage der Gesellschaft im Verhältnis herabgesetzt werden, so dass sie mindestens zehn Prozent (10%) des ausgegebenen Aktienkapitals beträgt.

37.3 Die durch einen Aktionär an die Gesellschaft erbrachten Einlagen können ebenfalls der gesetzlichen Rücklage zugeführt werden, wenn der einlegende Aktionär dieser Zuführung zustimmt.

37.4 Unter den gesetzlichen Bedingungen und auf Empfehlung durch den Vorstand wird die Jahreshauptversammlung der Aktionäre beschließen, wie der verbleibende Rest des jährlichen Nettogewinns der Gesellschaft verwendet werden soll. Im Falle von Ausschüttungen ist jede Aktie am gleichen Anteil des ausgeschütteten Betrages berechtigt.

Art. 38. Zwischendividenden - Emissionsagio

38.1 Unter den gesetzlichen Bedingungen kann der Vorstand Zwischendividenden zahlen.

38.2 Unbeschadet des vorhergehenden Absatzes kann der Vorstand nach seinem Ermessen und ohne den bestehenden Aktionären gemäß Artikel 5.2 dieser Satzung ein Vorzugsrecht einzuräumen, jede Gelder verwenden, die in das Emissionsagio einbezahlt wurden, um (i) Aktien gemäß Artikel 14 dieser Satzung zurückzukaufen und/oder (ii) jede Gelder im Emissionsagio in Gesellschaftskapital umzuwandeln, um Aktien nach Ausübung der Optionsscheine, die die Gesellschaft ausgegeben hat, auszugeben.

G. Liquidation**Art. 39. Liquidation**

39.1 Die Gesellschaft darf während des Erwerbszeitraumes oder des Verlängerten Erwerbszeitraumes, falls anwendbar, nicht aufgelöst werden.

39.2 Falls Realisierung eintritt, kann die Gesellschaft zu jeder Zeit nach dem Realisierungszeitpunkt und ohne Grund durch einen Beschluss der Hauptversammlung der Aktionäre aufgelöst werden, der in der Art und Weise gefasst werden muss, die zur Änderung dieser Satzung erforderlich ist. Falls Realisierung nicht innerhalb des Erwerbszeitraumes oder des Verlängerten Erwerbszeitraumes, falls anwendbar, eintritt, soll die Gesellschaft in Übereinstimmung mit Artikel 15.2 in Liquidation gesetzt werden.

39.3 Im Falle der Auflösung der Gesellschaft wird die Liquidation durch einen oder mehrere Liquidatoren, natürliche oder juristische Personen, ausgeführt, welche von der Hauptversammlung der Aktionäre ernannt werden, die die Befugnisse und Bezahlung der Liquidatoren bestimmt. Jedem Aktionär steht der gleiche Anteil am Liquidationserlös zu.

H. Anwendbares Recht**Art. 40. Anwendbares Recht**

Die Satzung und ihre Auslegung und Interpretation unterliegen Luxemburgischen Rechts. Alle in dieser Satzung nicht geregelten Angelegenheiten sollen gemäß dem Gesetz bestimmt werden.

Übergangsbestimmungen

1) Das erste Geschäftsjahr der Gesellschaft beginnt am Tag der Gründung der Gesellschaft und endet am 31. Dezember 2009.

2) Die erste Jahreshauptversammlung der Aktionäre, die über die Genehmigung des Jahresabschlusses der Gesellschaft zum 31. Dezember 2009 entscheidet, soll im Jahre 2010 abgehalten werden.

3) Zwischendividenden können auch während des ersten Geschäftsjahres der Gesellschaft ausgeschüttet werden.

Zeichnung und Zahlung

Die zeichnenden Aktionäre bestätigen, die ausgebenden Aktien wie folgt zu zeichnen:

1) Herr Florian Lahnstein, vorbenannt, bestätigt, siebzehntausend fünfhundert Euro (EUR 17.500,-) gegen Zeichnung von drei Millionen siebenhundertfünfzigtausend (3.750.000) Aktien zu zahlen; und

2) Herr Gero Wendenburg, vorbenannt, bestätigt, siebzehntausend fünfhundert Euro (EUR 17.500,-) gegen Zeichnung von drei Millionen siebenhundertfünfzigtausend (3.750.000) Aktien zu zahlen.

Gesamt: Fünfunddreißigtausend Euro (EUR 35.000,-) gezahlt für sieben Millionen fünfhunderttausend (7.500.000) Aktien.

Alle Aktien werden ganz in Bar eingezahlt, so dass die Summe von fünfunddreißigtausend Euro (EUR 35.000,-) von jetzt an der Gesellschaft zur Verfügung steht wie es dem unterzeichneten Notar nachgewiesen wurde.

Erklärung

Der unterzeichnete Notar erklärt hiermit, dass er die Erfüllung der in Artikel 26 des Gesetzes vom 10. August 1915 über Handelsgesellschaften in der abgeänderten Fassung genannten Voraussetzungen geprüft hat, und erklärt ausdrücklich, dass sie alle erfüllt sind.

Auslagen

Die Auslagen, Kosten, Vergütungen oder Belastungen welcher Art auch immer, die der Gesellschaft im Zusammenhang mit ihrer Gründung entstanden sind oder die von der Gesellschaft im Zusammenhang mit ihrer Gründung getragen werden sollen, werden auf dreitausend Euro (EUR 3.000,-) geschätzt.

Hauptversammlung der Aktionäre

Die Gründungsaktionäre, die das gesamte Aktienkapital der Gesellschaft repräsentieren und die sich selbst als ordnungsgemäß geladen erachten, haben sofort eine Hauptversammlung der Aktionäre abgehalten. Nachdem die Hauptversammlung der Aktionäre zunächst überprüft hat, ordnungsgemäß konstituiert zu sein, hat sie einstimmig folgende Beschlüsse gefasst.

1. Die Zahl der Vorstandsmitglieder wird auf vier (4), die Zahl der Aufsichtsratsmitglieder auf drei (3) und die Zahl der unabhängigen Buchprüfer auf einen (1) festgesetzt.

2. Die folgenden Personen werden als Vorstandsmitglieder der Gesellschaft für einen begrenzten Zeitraum, wie er unten angegeben wird, ernannt:

- Prof. Dr. Roland Berger, Berater, geboren am 22. November 1937 in Berlin, Deutschland, mit beruflicher Anschrift in Mies-van-der-Rohe-Str. 6, 80807 München, Deutschland, bis zum Zeitpunkt der Hauptversammlung der Aktionäre, die über die Genehmigung des Jahresabschlusses der Gesellschaft zum 31. Dezember 2013 beschließt,

- Herr Florian Lahnstein, Kaufmann, geboren am 19. März 1965 in Düsseldorf, Deutschland, mit beruflicher Anschrift in 10 Duke of York Square, London SW3 4LY, Großbritannien, bis zum Zeitpunkt der Hauptversammlung der Aktionäre, die über die Genehmigung des Jahresabschlusses der Gesellschaft zum 31. Dezember 2013 beschließt,

- Herr Gero Wendenburg, Kaufmann, geboren am 14. November 1968 in Herford, Deutschland, mit beruflicher Anschrift in 10 Duke of York Square, London SW3 4LY, Großbritannien, bis zum Zeitpunkt der Hauptversammlung der Aktionäre, die über die Genehmigung des Jahresabschlusses der Gesellschaft zum 31. Dezember 2013 beschließt, und

- Herr Christoph N. Kossmann, Privatangestellter, geboren am 21. Juni 1957 in Homburg/Saar, Deutschland, mit beruflicher Anschrift in Ain 412F, route d'Esch, L-2086 Luxemburg, bis zum Zeitpunkt der Hauptversammlung der Aktionäre, die über die Genehmigung des Jahresabschlusses der Gesellschaft zum 31. Dezember 2013 beschließt.

3. Die folgenden Personen werden als Aufsichtsratsmitglieder der Gesellschaft für einen begrenzten Zeitraum, wie er unten angegeben wird, ernannt:

- Dr. Wolfgang Clement, Berater, geboren am 7. Juli 1940 in Bochum, Deutschland, mit beruflicher Anschrift in Am Hof 26a, 53113 Bonn, Deutschland, bis zum Zeitpunkt der Hauptversammlung der Aktionäre, die über die Genehmigung des Jahresabschlusses der Gesellschaft zum 31. Dezember 2013 beschließt,

- Prof. Dr. Mark Wössner, Berater, geboren am 14. Oktober 1938 in Berlin, Deutschland, mit beruflicher Anschrift in Delpstrasse 20, 81679 München, Deutschland, bis zum Zeitpunkt der Hauptversammlung der Aktionäre, die über die Genehmigung des Jahresabschlusses der Gesellschaft zum 31. Dezember 2013 beschließt,

- Prof. Dr. Manfred Lahnstein, Berater, geboren am 20. Dezember 1937 in Erkrath, Deutschland, mit beruflicher Anschrift in Alter Wall 2, 20457 Hamburg, Deutschland, bis zum Zeitpunkt der Hauptversammlung der Aktionäre, die über die Genehmigung des Jahresabschlusses der Gesellschaft zum 31. Dezember 2013 beschließt.

4. Die Bezahlung der Aufsichtsratsmitglieder der Gesellschaft wird auf zehntausend Euro (EUR 10.000) pro Jahr und pro Aufsichtsratsmitglied festgesetzt.

5. Die folgende juristische Person wird als unabhängiger Buchprüfer der Gesellschaft ernannt:

- KPMG Audit S.à r.l., eine Aktiengesellschaft, die unter Luxemburgischen Recht gegründet wurde und besteht, die ihre Geschäftsadresse in 9, allée Scheffer, L-2520 Luxemburg hat und die im Luxemburgischen Handels- und Gesellschaftsregister in der Abteilung B, Nummer 103.590 eingetragen ist.

6. Die Amtszeit des unabhängigen Buchprüfers soll an dem Zeitpunkt enden, an dem die Hauptversammlung der Aktionäre über die Genehmigung des Jahresabschlusses der Gesellschaft für das Geschäftsjahr, das 2010 endet, bestimmt, oder an jedem anderen, von der Hauptversammlung der Aktionäre, festgesetzten Zeitpunkt vor diesem Datum.

6. Die Anschrift des Gesellschaftssitzes ist 412F, route d'Esch, L-2086 Luxemburg.

Der unterzeichnende Notar, der Englisch versteht und spricht, erklärt hiermit, dass die Urkunde auf Anfrage des Bevollmächtigten der erschienenen Parteien auf Englisch geschrieben ist, gefolgt von einer deutschen Übersetzung. Auf Anfrage desselben Bevollmächtigten und im Falle von Abweichungen zwischen dem englischen und dem deutschen Text soll die englische Fassung vorrangig sein.

Diese Urkunde wurde in Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg, in der Kanzlei des unterzeichnenden Notars, an dem am Anfang dieses Dokuments genannten Tag aufgenommen.

Nachdem das Dokument dem Bevollmächtigten der erschienenen Parteien vorgelesen worden ist, hat der Bevollmächtigte diese Urkunde zusammen mit dem Notar unterzeichnet.

Gezeichnet: V. ZIMMERMANN und J. BADEN

Enregistré à Luxembourg A. C., le 18 septembre 2009. LAC/2009/38048. Reçu soixante-quinze euros € 75,-

Le Receveurff. (signé): SCHNEIDER.

FÜR GLEICHLAUTENDE AUSFERTIGUNG, der Gesellschaft auf Begehrt erteilt.

Luxemburg, den 21. September 2009.

Joëlle BADEN.

Référence de publication: 2009125588/1344.

(090152287) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 octobre 2009.

LH Partners, Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1122 Luxembourg, 2, rue d'Alsace.

R.C.S. Luxembourg B 148.223.

—
STATUTES

In the year two thousand and nine, on the eighth of September.

Before, Maître Henri Hellinckx, notary residing in Luxembourg.

THERE APPEARED:

C & S Advisors SA, a public limited liability company with registered office at 1, via Lucchini, CH-6900 Lugano, incorporated under the laws of the canton Ticino (Switzerland) and registered under CH-501.3.010.713-4, here represented by Mr Jan Vanhoutte, lawyer, residing in Luxembourg, by virtue of a proxy given under private seal.

Said proxy, after having been initialled *ne varietur* by the proxyholder of the appearing party and by the undersigned notary, shall remain attached to the present deed, and be submitted with this deed to the registration authorities.

Such appearing party, in the capacity in which it acts, has requested the undersigned notary, to state as follows the articles of association of a private limited liability company (*société à responsabilité limitée*), which is hereby incorporated.

Art. 1. Name

There exists a private limited liability company (*société à responsabilité limitée*) by the name of LH Partners (the Company).

Art. 2. Corporate object

The object of the Company is to carry out all transactions pertaining directly or indirectly to the acquisition of participations in Luxembourg and foreign companies, in any form whatsoever, and the administration, management, control and development of those participations.

The Company may use its funds to establish, manage, develop and dispose of its assets as they may be composed from time to time, to acquire, invest in and dispose of any kinds of property, tangible and intangible, movable and immovable, and namely but not limited to, its portfolio of securities of whatever origin, to participate in the creation, acquisition, development and control of any enterprise, to acquire, by way of investment, subscription, underwriting or option, securities, to realise them by way of sale, transfer, exchange or otherwise and to develop them.

The Company may borrow in any form, except by way of public offer. It may issue by way of private placement only, notes, bonds and debentures and any kind of debt securities in registered form and subject to transfer restrictions. The Company may lend funds including the proceeds of any borrowings and/or issues of debt securities to its subsidiaries or affiliated companies.

The Company may give guarantees and grant security in favour of third parties to secure its obligations and the obligations of companies in which the Company has a direct or indirect participation or interest and to companies which form part of the same group of companies as the Company and it may grant any assistance to such companies, including, but not limited to, assistance in the management and the development of such companies and their portfolio as well as financial assistance via loans, advances or guarantees. It may pledge, transfer, encumber or otherwise create security over some or all its assets.

The Company may, in particular, act as the general partner (*associé gérant commandité*) of LH Fund, an investment company with variable capital - specialised investment fund (*société d'investissement à capital variable - fonds d'investissement spécialisé*) subject to the act of 13 February 2007 on Specialised Investment Funds under the form of a partnership limited by shares (*société en commandite par actions*).

The Company may carry out any commercial, industrial, financial, security and real estate operations, which are directly or indirectly connected with its corporate purpose or which may favour its development.

Art. 3. Duration

The Company is formed for an unlimited period of time.

Art. 4. Registered office

The registered office is established in Luxembourg.

It may be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of an extraordinary general meeting of its shareholders. It may be transferred within the boundaries of the municipality by a resolution of the board of managers of the Company.

The Company may have offices and branches, both in Luxembourg and abroad.

Art. 5. Share capital

The Company's subscribed share capital is fixed at twelve thousand and five hundred Euro (EUR 12,500.-) represented by one hundred and twenty five (125) shares of one hundred Euro (EUR 100.-) each.

Art. 6. Amendments to the share capital

The share capital may be changed at any time by a decision of the sole shareholder or by decision of the shareholder meeting, in accordance with article 15 of these articles of association.

Art. 7. Profit sharing

Each share entitles to a fraction of the corporate assets and profits of the Company in direct proportion to the number of shares in existence.

Art. 8. Indivisible shares

Towards the Company, the Company's shares are indivisible, and only one owner is admitted per share. Joint co-owners have to appoint a sole person as their representative towards the Company.

Art. 9. Transfer of shares

In case of a sole shareholder, the Company's shares held by the sole shareholder are freely transferable.

In case of plurality of shareholders, the transfer of shares inter vivos to third parties must be authorised by the general meeting of the shareholders who represent at least three-quarters of the paid-in capital of the Company. No such authorisation is required for a transfer of shares among the shareholders.

The transfer of shares mortis causa to third parties must be accepted by the shareholders who represent three-quarters of the rights belonging to the surviving shareholders.

The requirements of articles 189 and 190 of the Luxembourg act dated 10 August 1915 on commercial companies, as amended (the 1915 Act) will apply.

Art. 10. Redemption of shares

The Company shall have power to acquire shares in its own capital provided that the Company has sufficient distributable reserves and funds to that effect.

The acquisition and disposal by the Company of shares held by it in its own share capital shall take place by virtue of a resolution of and on the terms and conditions to be decided upon by the sole shareholder or the general meeting of the shareholders. The quorum and majority requirements applicable for amendments to the articles of association shall apply in accordance with article 15 of these articles of association.

Art. 11. Death, suspension of civil rights, insolvency or bankruptcy of the shareholders

The death, suspension of civil rights, insolvency or bankruptcy of the sole shareholder or of one of the shareholders will not put the Company to an end.

Art. 12. Management

The Company is managed by a board of managers (the Board) of not less than two (2) members.

The managers need not to be shareholders. The managers are appointed and replaced, with or without cause, by a decision of the general meeting of the shareholders, adopted by shareholders owning more than half of the share capital.

In dealing with third parties, the Board will have all powers to act in the name and on behalf of the Company in all circumstances and to carry out and approve all acts and operations consistent with the Company's objects and provided the terms of this article 12 have been complied with.

All powers not expressly reserved by law or the present articles of association to the general meeting of shareholders fall within the power of the Board.

Towards third parties, the Company is in all circumstances committed by the joint signatures of any two members. In its current relations with the public administration, the Company is validly represented by one member of the Board, whose signature legally commits the Company.

The Board may appoint one or more person(s) under its responsibility, either a shareholder or not, or a member of the Board or not, who shall have full authority to act on behalf of the Company in all matters concerned with the daily management and affairs of the Company.

The Board is also authorised to appoint a person, either a member of the Board or not, for the purposes of performing specific functions defined by the Board.

Subject to the approval of the Board, a manager may sub-delegate his powers for specific tasks to one or several ad hoc agents. The delegating manager will determine this agent's responsibilities and remuneration (if any), the duration of the period of representation and any other relevant conditions of this agency.

The resolutions of the Board shall be adopted by the majority of the managers present or represented. The Board can deliberate or act validly only if at least the majority of its members is present or represented at a meeting of the Board.

If the Board has more than two members, the Board shall appoint a chairman among its members for a limited or unlimited period of time. The chairman will preside at the meetings of the Board. The Board may choose a secretary who need not to be a manager and who shall be responsible for keeping the minutes of the meetings and of the resolutions to be passed by the Board. In case of tied vote, the chairman has a casting vote.

Written notice of any meeting of the Board will be given to all managers, in writing or by telefax or electronic mail (e-mail), at least 24 (twenty-four) hours in advance of the hour set for such meeting, except in circumstances of emergency.

This notice may be waived if all the managers are present or represented, and if they state that they have been informed on the agenda of the meeting. Separate notice shall not be required for individual meetings held at times and places prescribed in a schedule previously adopted by a resolution of the Board.

A manager may act at a meeting of the Board by appointing in writing or by telefax or electronic mail (e-mail) another manager as his proxy. A manager may also participate in a meeting of the Board by conference call, videoconference or by other similar means of communication allowing all the managers taking part in the meeting to be identified and to deliberate. The participation by a manager in a meeting by conference call, videoconference or by other similar means of communication mentioned above shall be deemed to be a participation in person at such meeting and the meeting shall be deemed to be held at the registered office of the Company. The decisions of the Board will be recorded in minutes to be held at the registered office of the Company and to be signed by the managers attending, or by the chairman of the Board, if one has been appointed. Proxies, if any, will remain attached to the minutes of the relevant meeting.

Notwithstanding the foregoing, a resolution of the Board may also be passed in writing in which case the minutes shall consist of one or several documents containing the resolutions and signed by each and every manager. The date of such circular resolutions shall be the date of the last signature. A meeting of the Board held by way of such circular resolutions is deemed to be held in Luxembourg.

Art. 13. Liability of the managers

The managers assume, by reason of their position, no personal liability in relation to any commitment validly made by them in the name of the Company.

Art. 14. General meetings of the shareholder(s)

An annual general meeting of the shareholder(s) shall be held at the registered office of the Company, or at such other place in the municipality of its registered office as may be specified in the notice of meeting.

Other general meetings of the shareholder(s) may be held at such place and time as may be specified in the respective notices of meeting.

As long as the Company has no more than twenty-five (25) shareholders, resolutions of the shareholder(s) can, instead of being passed at general meetings, be passed in writing by all the shareholders. In this case, each shareholder shall be sent a specific draft of the resolution(s) to be passed, and shall vote in writing (such vote to be evidenced by letter or telefax or electronic mail (e-mail) transmission).

Art. 15. Shareholders' voting rights, quorum and majority

The sole shareholder assumes all powers conferred to the general meeting of the shareholders.

In case of a plurality of shareholders, each shareholder may take part in collective decisions irrespectively of the number of shares, which he owns. Each shareholder has voting rights commensurate with his shareholding. Collective decisions are only validly taken insofar as they are adopted by shareholders owning more than half of the share capital.

However, resolutions to alter the articles of association of the Company may only be adopted by the majority in number of the shareholders owning at least three quarters of the Company's share capital and the nationality of the Company can only be changed by unanimous vote, subject to the provisions of the 1915 Act.

Art. 16. Financial year

The Company's year starts on 1 January and ends on 31 December of each year.

Art. 17. Financial statements

Each year, with reference to 31 December, the Company's accounts are established and the manager, the Board prepares an inventory including an indication of the value of the Company's assets and liabilities.

Each shareholder may inspect the above inventory and balance sheet at the Company's registered office.

Art. 18. Appropriation of profits, reserves

The gross profits of the Company stated in the annual accounts, after deduction of general expenses, amortisation and expenses represent the net profit. An amount equal to five per cent. (5%) of the net profits of the Company is allocated to a statutory reserve, until this reserve amounts to ten per cent. (10%) of the Company's nominal share capital. The balance of the net profits may be distributed to the shareholder(s) commensurate to his/their share holding in the Company. The Board may decide to pay interim dividends.

Art. 19. Liquidation

At the time of winding up of the company the liquidation will be carried out by one or several liquidators, shareholders or not, appointed by the shareholders who shall determine their powers and remuneration.

Art. 20. Statutory auditor - External auditor

In accordance with article 200 of the 1915 Act, the Company needs only to be audited by a statutory auditor if it has more than 25 (twenty-five) shareholders. An external auditor needs to be appointed whenever the exemption provided by article 69 (2) of the Luxembourg act dated 19 December 2002 on the trade and companies register and on the accounting and financial accounts of companies does not apply.

Art. 21. Reference to legal provisions

Reference is made to the provisions of the 1915 Act for all matters for which no specific provision is made in these articles of association.

Subscription and Payment

The Articles having thus been established and shares have been subscribed as follows:

- C & S Advisors SA: one hundred and twenty five (125) shares at one hundred Euro (EUR 100.-).

All these shares have been fully paid-up in cash, therefore the amount of twelve thousand five hundred Euro (EUR 12,500.-) is now at the disposal of the Company, proof of which has been duly given to the notary.

Transitory Provisions

The first financial year shall begin today and it shall end on 31 December 2010.

Estimate of Costs

The expenses, costs, remunerations and charges in any form whatsoever, which shall be borne by the Company as a result of the present deed are estimated to be approximately EUR 1,200.- (one thousand two hundred euro).

Extraordinary General Meeting

Immediately after the incorporation, the shareholder representing the entire subscribed capital of the Company has herewith adopted the following resolutions:

1. the number of managers is set at three (3). The meeting appoints as managers of the Company for an unlimited period of time:

- Paolo Compagno, manager, born on 12 September 1975 in Belluno (Italy) and resident at 23, Via per Arogno, I-22060 Campione d'Italia (Italy);

- Marcello Lucchetta, manager, born on 7 April 1976 in Milan (Italy) and resident at 342 W 21st Street - Apt. 6d, New York 10011 (United States of America); and

- Tom Verheyden, independent manager, born on 14 August 1974 in Diest (Belgium) and professionally resident at Maison 34, L-9943 Hautbellain (Grand Duchy of Luxembourg).

2. the registered office is established at 2, rue d'Alsace, L-1017 Luxembourg.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing party, the present deed is worded in English, followed by a French version; at the request of the same appearing party, in case of discrepancies between the English and the French text, the English version shall prevail.

Whereof the present notarial deed is drawn in Luxembourg, on the date stated above.

The document having been read to the proxyholder of the appearing party, the proxyholder of the appearing party signed together with Us, the notary, the present original deed.

Suit la version française du texte qui précède:

L'an deux mille neuf, le huit septembre.

Par-devant Maître Henri Hellinckx, notaire de résidence à Luxembourg.

A COMPARU:

C & S Advisors SA, une société anonyme ayant son siège social au 1, via Lucchini, CH-6900 Lugano, une société de droit du Tessin (Suisse) et enregistrée sous CH-501.3.010.713-4, ici représentée par Maître Jan Vanhoutte, avocat, résidant à Luxembourg en vertu d'une procuration donnée sous seing privé.

Ladite procuration, après paraphe ne varietur par le mandataire de la partie comparante et le notaire soussigné, restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui aux formalités de l'enregistrement.

Ladite partie comparante, aux termes de la capacité avec laquelle elle agit, a requis le notaire instrumentant d'arrêter ainsi qu'il suit les statuts d'une société à responsabilité limitée qu'elle déclare constituer par cet acte.

Art. 1^{er}. Nom

Il existe une société à responsabilité limitée, prenant la dénomination de LH Partners (la Société).

Art. 2. Objet social

L'objet social de la Société est l'accomplissement de toutes les opérations se rapportant directement ou indirectement à la prise de participations dans des sociétés luxembourgeoises ou étrangères, sous quelque forme que ce soit, ainsi que l'administration, la gestion, le contrôle et le développement de ces participations.

La Société peut utiliser ses fonds pour établir, gérer, développer et vendre ses actifs tel qu'ils seront constitués au fil du temps, acquérir, investir dans et vendre toute sorte de propriétés, corporelles ou incorporelles, mobilières ou immobilières, notamment, mais non limité, à des portefeuilles de valeurs mobilières de toute origine, pour participer dans la création, l'acquisition, le développement et le contrôle de toute entreprise, pour acquérir, par voie d'investissement, de souscription ou d'option, valeurs mobilières pour en disposer par voie de vente, transfert, échange ou autrement et pour les développer.

La Société peut emprunter, sous quelque forme que ce soit, sauf par voie d'offre publique. Elle peut procéder, uniquement par voie de placement privé, à l'émission de titres, obligations, bons de caisse et tous titres de dettes sous forme nominative et soumise à des restrictions de transfert. La Société peut accorder tous crédits, y compris les intérêts de prêts et/ou l'émission de titres de créances, à ses filiales ou sociétés affiliées.

La Société peut consentir des garanties ou des sûretés au profit de tierces personnes afin de garantir ses obligations et les obligations de sociétés dans lesquelles elle détient, directement ou indirectement, une participation ou un intérêt et à toute société faisant partie du même groupe de sociétés que la Société et elle peut assister ces sociétés pour, y inclus, mais non limité, la gestion et le développement de ces sociétés et leur portefeuille, financièrement par des prêts, avances et garanties. Elle peut nantir, céder, grever de charges toute ou partie de ses avoirs ou créer, de toute autre manière, des sûretés portant sur toute ou partie de ses avoirs.

La Société peut, en particulier, agir en qualité d'associé gérant commandité de LH Fund, une société d'investissement à capital variable - fonds d'investissement spécialisé régie par la loi du 13 février 2007 relative aux Fonds d'Investissement Spécialisés sous forme d'une société en commandite par actions.

La Société peut accomplir toutes les opérations commerciales, industrielles, financières, de garanties et immobilières, se rapportant directement ou indirectement à son objet social ou susceptibles de favoriser son développement.

Art. 3. Durée

La Société est constituée pour une durée illimitée.

Art. 4. Siège social

Le siège social est établi à Luxembourg.

Il peut être transféré en tout autre lieu du Grand-Duché de Luxembourg par décision d'une assemblée générale extraordinaire des associés. Il peut être transféré à l'intérieur de la commune par une résolution du conseil de gérance de la Société.

La Société peut ouvrir des bureaux et succursales à Luxembourg ainsi qu'à l'étranger.

Art. 5. Capital social

Le capital social de la Société est fixé à douze mille cinq cents euros (12.500,- EUR) représenté par cent vingt-cinq (125) parts d'une valeur de cent euros (100,- EUR) chacune.

Art. 6. Modification du capital social

Le capital social pourra à tout moment être modifié moyennant décision de l'associé unique sinon de l'assemblée des associés, conformément à l'article 15 des présents statuts.

Art. 7. Participation aux bénéfices

Chaque part sociale donne droit à une fraction, proportionnelle au nombre des parts sociales existantes, de l'actif social ainsi que des bénéfices.

Art. 8. Parts sociales indivisibles

Les parts sociales sont indivisibles à l'égard de la Société qui ne reconnaît qu'un seul propriétaire pour chacune d'elles. Les copropriétaires indivis de parts sociales sont tenus de se faire représenter auprès de la Société par une seule et même personne.

Art. 9. Transfert de parts sociales

Toutes cessions de parts sociales détenues par l'associé unique sont libres.

En cas de pluralité d'associés, la cession de parts sociales inter vivos à des tiers doit être autorisée par l'assemblée générale des associés représentant au moins trois quarts du capital social libéré de la Société. Une telle autorisation n'est pas requise pour une cession de parts sociales entre associés.

La cession de parts sociales mortis causa à des tiers doit être acceptée par les associés qui représentent trois quarts des droits appartenant aux survivants.

Les exigences des articles 189 et 190 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée (la Loi de 1915) seront applicables.

Art. 10. Rachat de parts sociales

La Société pourra acquérir des parts sociales de son propre capital social à condition que la Société dispose à cette fin de réserves distribuables ou des fonds suffisants.

L'acquisition et la vente par la Société de parts sociales détenues par elle dans son propre capital social pourra avoir lieu en vertu d'une résolution et conformément aux conditions qui seront décidées par l'associé unique ou une assemblée générale des associés. Les exigences de quorum et de majorité applicables aux modifications des statuts en vertu de l'article 15 des statuts sont d'application.

Art. 11. Décès, interdiction, faillite ou déconfiture des associés

Le décès, l'interdiction, la faillite ou la déconfiture de l'associé unique, sinon d'un des associés, ne mettent pas fin à la Société.

Art. 12. Gérance

La Société est gérée par un conseil de gérance (le Conseil) d'au moins deux (2) membres.

Les gérants n'ont pas besoin d'être associés. Les gérants sont désignés et révoqués, avec ou sans raison, par une décision de l'assemblée générale des associés, adoptée par les associés représentant plus de la moitié du capital social.

Vis-à-vis des tiers, le Conseil a les pouvoirs les plus étendus pour agir au nom et pour le compte de la Société en toutes circonstances et pour exécuter et approuver tous actes et opérations en relation avec l'objet social de la Société et sous réserve du respect des dispositions du présent article 12.

Tous les pouvoirs non expressément réservés par la loi ou les présents statuts à l'assemblée générale des associés sont de la compétence de la compétence du Conseil.

Envers des tiers, la Société s'engage en toutes circonstances par la signature conjointe de deux gérants. Dans ses relations courantes avec l'administration publique, la Société est valablement représentée par un membre du Conseil, dont la signature engage légalement la Société.

Le Conseil peut désigner, sous sa responsabilité, une ou plusieurs personnes, actionnaire ou non, membre du Conseil ou non, qui aura les pleins pouvoirs pour agir pour le compte de la Société dans tous les domaines de la gérance quotidienne et des affaires de la Société.

Le Conseil est aussi autorisé à désigner une personne, membre du Conseil ou non, afin de remplir certaines fonctions spécifiques définies par le Conseil.

Sous réserve de l'accord du Conseil, tout gérant pourra déléguer ses pouvoirs pour des opérations spécifiques à un ou plusieurs mandataires ad hoc. Le gérant qui délègue déterminera la responsabilité du mandataire et sa rémunération (si le mandat est rémunéré), la durée de la période de représentation et n'importe quelles autres conditions pertinentes de ce mandat.

Les décisions du Conseil seront prises à la majorité des voix des gérants présents ou représentés. Le Conseil peut délibérer ou agir valablement seulement si au moins la majorité de ses membres est présente ou représentée lors de la réunion du Conseil.

Si le Conseil compte plus de deux membres, le Conseil désignera un président parmi ses membres pour une durée limitée ou illimitée. Le président présidera les réunions du Conseil. Le Conseil peut choisir un secrétaire qui sera ou non gérant et qui conservera les procès-verbaux des réunions et des résolutions adoptées par le Conseil. Dans le cas d'une parité de vote, la voix du président sera prépondérante.

Une convocation écrite de toute réunion du Conseil sera donné à tous les gérants par écrit ou télécopie ou courriel (e-mail), au moins vingt-quatre (24) heures avant l'heure prévue pour la réunion, sauf s'il y a urgence.

Il est possible de renoncer aux modalités de cette convocation à condition que tous les gérants soient présents ou représentés au Conseil et s'ils déclarent avoir été informés de l'ordre du jour de la réunion. Une convocation spéciale ne sera pas requise pour une réunion du Conseil se tenant à une heure et à un endroit déterminés dans une résolution préalablement adoptée par le Conseil.

Tout gérant pourra se faire représenter en désignant par écrit, télécopie ou courriel (e-mail) un autre gérant comme son mandataire. Tout gérant peut participer à une réunion du Conseil par conférence téléphonique, visioconférence ou par ou par tout autre moyen similaire de communication permettant à tous les gérants qui prennent part à la réunion d'être identifiés et de délibérer. La participation d'un gérant à une réunion par conférence téléphonique, visioconférence ou par tout autre moyen similaire de communication auquel est fait référence ci-dessus sera considérée comme une participation en personne à la réunion et la réunion sera censé avoir été tenue au siège social de la Société. Les décisions du Conseil seront consignées dans un procès-verbal qui sera conservé au siège social de la Société et signé par les gérants présents au Conseil, ou par le président du Conseil, si un président a été désigné. Les procurations, s'il y en a, seront jointes au procès-verbal de la réunion.

Nonobstant les dispositions qui précèdent, une décision du Conseil peut également être prise par voie circulaire et résulter d'un seul ou de plusieurs documents contenant les résolutions et signés par tous les membres du Conseil sans exception. La date d'une telle décision circulaire sera la date de la dernière signature. Une réunion du Conseil tenue par voie circulaire sera considérée comme ayant été tenue à Luxembourg.

Art. 13. Responsabilité des gérants

Les gérants n'assument, à raison de leur fonction, aucune responsabilité personnelle relativement aux engagements régulièrement pris par eux au nom de la Société.

Art. 14. Assemblées générales des associés

Une assemblée générale annuelle de l'associé unique ou des associés se tiendra au siège social de la Société ou à tout autre endroit de la commune de son siège social tel que précisé dans la convocation à l'assemblée.

D'autres assemblées générales de l'associé unique ou des associés peuvent être tenues aux lieu et heure indiqués dans la convocation à cette assemblée.

Tant que la Société n'a pas plus de vingt-cinq (25) associés, les résolutions de l'associé unique ou des associés pourront, au lieu d'être prises lors d'assemblées générales, être prises par écrit par tous les associés. Dans cette hypothèse, un projet spécifique de la résolution ou des résolutions à prendre devra être envoyé à chaque associé, et chaque associé votera par écrit (ces votes pourront être produits par lettre, télécopie, ou courriel (e-mail)).

Art. 15. Droits de vote des associés, quorum et majorité

L'associé unique exerce les pouvoirs dévolus à l'assemblée générale des associés.

En cas de pluralité des associés, chaque associé peut participer aux décisions collectives quel que soit le nombre de parts qu'il détient. Chaque associé a un nombre de voix égal au nombre de parts qu'il possède. Les décisions collectives ne sont valablement prises que pour autant qu'elles ont été adoptées par des associés représentant plus de la moitié du capital social.

Cependant, les résolutions modifiant les statuts de la Société ne pourront être prises que de l'accord de la majorité en nombre des associés représentant au moins les trois quarts du capital social et la nationalité de la Société ne pourra être changée que de l'accord unanime de tous les associés, sous réserve des dispositions de la Loi de 1915.

Art. 16. Année sociale

L'année sociale de la Société commence le premier janvier et se termine le 31 décembre de chaque année.

Art. 17. Comptes annuels

Chaque année, au 31 décembre, les comptes financiers de la Société sont établis et, suivant le cas, le gérant ou le Conseil dresse un inventaire comprenant l'indication des valeurs actives et passives de la Société.

Tout associé peut prendre connaissance de l'inventaire et du bilan au siège social de la Société.

Art. 18. Distribution des bénéfices, réserves

Les profits bruts de la Société, constatés dans les comptes annuels, déduction faite des frais généraux, amortissements et charges, constituent le bénéfice net. Sur le bénéfice net, il est prélevé cinq pour cent (5%) pour la constitution d'un fonds de réserve légale jusqu'à ce que celui-ci atteigne dix pour cent (10%) du capital social. Le solde du bénéfice net pourra être distribué aux associé(s) proportionnellement au nombre de part(s) qu'il(s) possède(nt) dans la Société. Le Conseil pourra décider de verser un dividende intérimaire.

Art. 19. Liquidation

Lors de la dissolution de la Société, la liquidation sera faite par un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non, nommés par les associés qui fixeront leurs pouvoirs et leurs émoluments.

Art. 20. Commissaire aux comptes - Réviseur d'entreprises

Conformément à l'article 200 de la Loi de 1915, la Société doit être contrôlée par un commissaire aux comptes seulement si elle a plus de 25 (vingt-cinq) associés. Un réviseur d'entreprises doit être nommé si l'exemption prévue à l'article 69 (2) de la loi luxembourgeoise du 19 décembre 2002 concernant le registre de commerce et des sociétés ainsi que la comptabilité et les comptes annuels des entreprises n'est pas applicable.

Art. 21. Référence aux dispositions légales

Pour tout ce qui n'est pas réglé par les présents statuts, les associés s'en réfèrent aux dispositions légales de la Loi de 1915.

Souscription et Libération

Les statuts ont été établis et les parts ont été souscrites comme suit:

- C & S Advisors SA: cent vingt-cinq (125) parts à cent euros (EUR 100,-) chacune.

Toutes les parts ont été intégralement libérées par apport en espèces, de sorte que la somme de douze mille cinq cents euros (EUR 12.500,-) se trouve dès maintenant à la disposition de la Société, ainsi qu'il en a été justifié au notaire instrumentaire.

Dispositions transitoires

Le premier exercice social commence aujourd'hui et finit le 31 décembre 2010.

Evaluation des Frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge en raison de sa constitution, s'élève à approximativement EUR 1.200,- (mille deux cents euros).

Assemblée Générale Constitutive

Immédiatement après la constitution de la Société, l'associé représentant la totalité du capital souscrit de la Société a pris les résolutions suivantes:

1. le nombre de gérants est établi à trois (3). L'assemblée nomme comme gérants de la Société pour une durée indéterminée:

- Paolo Compagno, gérant, né le 12 septembre 1975 à Belluno (Italie) et résidant au 23, Via per Arogno, I-22060 Campione d'Italia (Italie);

- Marcello Lucchetta, gérant, né le 7 avril 1976 à Milan (Italie) et résidant au 342 W 21st Street - Apt. 6d, New York 10011 (Etats-Unis d'Amérique); et

- Tom Verheyden, gérant, né le 14 août 1974 à Diest (Belgique) et résidant professionnellement au Maison 34, L-9943 Hautbellain (Grand-Duché de Luxembourg).

2. le siège social de la société est établi au 2, rue d'Alsace, L-1017 Luxembourg.

Le notaire soussigné, qui a personnellement la connaissance de la langue anglaise, déclare que la partie comparante l'a requis de documenter le présent acte en langue anglaise, suivi d'une version française, et, en cas de divergence entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fera foi.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire de la partie comparante, celui-ci a signé le présent acte avec le notaire.

Signé: J. VANHOUTTE et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 14 septembre 2009. Relation: LAC/2009/37136. Reçu soixante-quinze euros (75,- EUR).

Le Receveur ff. (signé): Franck SCHNEIDER.

POUR COPIE CONFORME, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 21 septembre 2009.

Henri HELLINCKX.

Référence de publication: 2009122490/405.

(090148644) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 septembre 2009.

DVPWEB Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1251 Luxembourg, 13, avenue du Bois.

R.C.S. Luxembourg B 108.447.

Les comptes annuels clos au 31 décembre 2008 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2009118114/11.

(090142096) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 septembre 2009.

ECP 2 International S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1450 Luxembourg, 73, Côte d'Eich.

R.C.S. Luxembourg B 125.513.

Les comptes annuels au 31 décembre 2008 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2009118545/10.

(090142389) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 septembre 2009.

CMS Management Services S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2346 Luxembourg, 20, rue de la Poste.

R.C.S. Luxembourg B 81.525.

Une liste des fondés de pouvoirs de la Société CMS Management Services S.A. en fonction au 28 Août 2009 a été déposée au Registre de Commerce et des Sociétés.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

CMS Management Services S.A.

Signatures

Référence de publication: 2009118575/12.

(090142423) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 septembre 2009.

Pentair Luxembourg, Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 8.573.075,00.

Siège social: L-2213 Luxembourg, 16, rue de Nassau.

R.C.S. Luxembourg B 142.719.

—
Extract of the written resolution taken by the sole shareholder of the Company on August 31 2009:

It is reported that the Company received a resignation letter from Mr. Jochen Philippi as manager of the Company, with effect from August 26, 2009.

Consequently, the board of managers is:

- Louis L. Ainsworth; and
- Michael G. Meyer.

Suit la traduction française de ce qui précède

Extrait de la résolution prise par l'associé unique de la Société en date du 31 août 2009:

Il est rapporté que la Société a reçu une lettre de démission de M. Jochen Philippi comme gérant de la Société, avec effet au 26 août 2009.

Par conséquent, le conseil de gérance est composé comme suit:

- Louis L. Ainsworth; et
- Michael G. Meyer.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2009116721/23.

(090140322) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 septembre 2009.

Laira Business S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2146 Luxembourg, 74, rue de Merl.

R.C.S. Luxembourg B 74.071.

—
suite à une réunion du Conseil d'Administration tenue en date du 10 septembre 2009, il a été convenu ce qui suit:

La démission de l'administrateur et administrateur-délégué:

Mme Andrea Thielenhaus, Luxembourg, est acceptée avec effet immédiat.

Est élu nouvel administrateur et administrateur-délégué:

Mme Martina Bahr, 74, rue de Merl, L-2146 Luxembourg

Le nouveau Conseil d'Administration se compose comme suit:

- M. Marc Liesch, administrateur et administrateur-délégué, 74, rue de Merl, L-2146 Luxembourg
- Mme Martina Bahr, administrateur et administrateur-délégué, 74, rue de Merl, L-2146 Luxembourg
- INTER-HAUS-LUXEMBOURG S.A., administrateur et administrateur-délégué, 74, rue de Merl, L-2146 Luxembourg

Les mandats des administrateurs et administrateurs-délégués prendront fin le 10 septembre 2015.

Commissaire aux comptes:

AUTONOME DE REVISION, 74, rue de Merl, L-2146 Luxembourg

Le mandat du commissaire aux comptes est renouvelé jusqu'au 10 septembre 2015.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 10 septembre 2009.

Fiduciaire de Trèves S.C.

Agent domiciliaire

Signature

Référence de publication: 2009118094/25.

(090142099) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 septembre 2009.
